

<p><b>Partie 4 - Croissance et développement depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle</b>  <b>C10 – Les inégalités de développement</b></p>
---

*Programme : On étudiera les inégalités de développement en montrant qu'elles sont évaluées à l'aune d'un modèle, celui des pays capitalistes avancés, et à travers de nombreux indicateurs. On montrera que leur appréhension n'est pas exempte de références axiologiques et qu'elle est dépendante des instruments de mesure. On montrera que ces inégalités existent entre les pays et au sein des pays.*

PLAN :

**QUESTION N°1. COMMENT RENDRE COMPTE DES INEGALITES DE DEVELOPPEMENT ? 3**

**A. LA DIFFICULTÉ DE CHOISIR LES BONS « MOTS »... 3**

1. LE CHOIX DES TERMES REFLÈTE DES CONCEPTIONS DIFFÉRENTES DU DÉVELOPPEMENT 3

**B. LA DIFFICULTÉ DE CHOISIR LES BONS « CHIFFRES »... 8**

1. LES INDICATEURS EN TERMES MONÉTAIRES 8

2. LA NÉCESSITÉ D'ÉTABLIR D'AUTRES INDICATEURS POUR MIEUX PRENDRE EN COMPTE LE DÉVELOPPEMENT 10

**QUESTION N°2. COMMENT EVOLUENT LES INEGALITES DE DEVELOPPEMENT ? 14**

**A. LES INÉGALITÉS DE DÉVELOPPEMENT ENTRE LES PAYS 14**

1. IL EXISTE AUJOURD'HUI DE FORTES INÉGALITÉS DE DÉVELOPPEMENT ENTRE LES PAYS 14

2. LES INÉGALITÉS DE DÉVELOPPEMENT SE SONT PRINCIPALEMENT ACCRUES AU COURS DES XIXÈME ET XXÈME SIÈCLES EN RAISON DE LA CROISSANCE DES PAYS DÉVELOPPÉS 14

3. MAIS LES ÉCARTS DE DÉVELOPPEMENT TENDENT À SE RÉDUIRE DEPUIS LA FIN DU XXÈME SIÈCLE 16

**B. LES INÉGALITÉS DE DÉVELOPPEMENT AU SEIN DES PAYS INDUSTRIALISÉS 22**

1. LE XIXÈME SIÈCLE SE TRADUIT PAR UNE FORTE PROGRESSION DES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES 22

2. LA RÉDUCTION PROGRESSIVE DES INÉGALITÉS AU SEIN DES PAYS DU DÉBUT DU XXÈME SIÈCLE JUSQU'AU DÉBUT DES ANNÉES 1980 22

3. UNE REMONTÉE DES INÉGALITÉS DEPUIS LES ANNÉES 1980 24

**C. LES INÉGALITÉS AU SEIN DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT 28**

1. LES INÉGALITÉS INTERNES SONT PLUS FORTES DANS LES PED QUE DANS LES PAYS RICHES 28

2. LES INÉGALITÉS DE SANTÉ, D'ÉDUCATION ET DE GENRE DEMEURENT IMPORTANTES DANS LES PED 28

**QUESTION N°3. COMMENT EXPLIQUER CES INEGALITES DE DEVELOPPEMENT ? 30**

**A. LE SOUS-DÉVELOPPEMENT CORRESPOND-T-IL À UN RETARD DE DÉVELOPPEMENT ? 30**

1. L'APPROCHE LIBÉRALE MET EN ÉVIDENCE UN RETARD DE DÉVELOPPEMENT 30

2. UNE APPROCHE À NUANCER 31

**B. LES STRUCTURES DES PED REPRÉSENTENT-ELLES UN OBSTACLE À LEUR DÉVELOPPEMENT ? 32**

1. LE DUALISME DE L'ÉCONOMIE : FREIN OU FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT ? 32

2. DES OBSTACLES POLITIQUES ET CULTURELS ? 34

**C. LE SOUS-DÉVELOPPEMENT S'EXPLIQUERAIT PAR LA DOMINATION EXERCÉE PAR LES PAYS DÉVELOPPÉS 36**

1. L'ANALYSE STRUCTURALISTE : LA THÈSE SINGER-PREBISH 36

2. LES THÉORIES NÉOMARXISTES DE LA DOMINATION : DE L' « ÉCHANGE INÉGAL » AU « DÉVELOPPEMENT INÉGAL » 37

## MOTS-CLES :

Tiers-monde, pays en développement, BRIC, PMA, IDH, RNB, IDHI, IIG, indice de pauvreté multidimensionnelle, seuil de pauvreté, l'inégalité mondiale, ploutocrates mondiaux, classe moyenne émergente mondiale, la classe moyenne inférieure du monde riche ; la courbe de l'éléphant, modèle TOP, les étapes de la croissance, dualisme de l'économie, économies inarticulées, modèle de Lewis, le développement, la thèse de Singer-Prebisch, échange inégal.

## BIBLIOGRAPHIE :

- Amin Samir, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, 1973  
Bairoch Paul, *Le Tiers Monde dans l'impasse*, 1971  
Bourguignon François, *La mondialisation de l'inégalité*, 2012.  
Emmanuel Arghiri, *L'échange inégal*, 1969  
Franck André Gunder, *Capitalism and underdevelopment in Latin America*, 1967  
Gerschenkron Alexander, *Economic Backwardness in Historical Perspective*, 1962.  
Kuznets Simon, *La part des hauts revenus dans le revenu et l'épargne*, 1953  
Lewis Arthur, « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour » in *The Manchester School*, 1954  
Milanovic Branko, *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, 2019  
Milanovic Branko, « Global income inequality: time to revise the elephant », 2022  
Perroux François, « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement », in *Cahiers de l'ISEA*, 1955  
Piketty Thomas, *Le capital au XXIème siècle*, 2013  
Piketty Thomas, *Capital et idéologie*, 2019  
Prebisch Raul, *Le Développement économique de l'Amérique latine et ses principaux problèmes*, 1950  
Rostow W.W., *Les étapes de la croissance*, 1960.  
Sardan (de) Jean-Pierre Olivier « Le développement comme champ politique local », in *Bulletin de l'APAD*, juin 1993  
Schultz Theodore, *Transforming Traditionnal Agriculture*, 1984  
Sen Amartya, *Development as Freedom*, 1999

## LECTURES COMPLEMENTAIRES :

- Raffinot Marc, *Economie du développement*, 2015.
- Milanovic Branko, *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, 2019
- Viscogliosi Christophe et Olivier Nicolas, *Apprendre l'économie*, Chapitre 12, 2022.

# QUESTION N°1. COMMENT RENDRE COMPTE DES INEGALITES DE DEVELOPPEMENT ?

---

## A. La difficulté de choisir les bons « mots »...

### 1. Le choix des termes reflète des conceptions différentes du développement

La question du choix des termes pour nommer les pays qui ne sont pas des pays industrialisés n'est pas anodine car **chaque expression employée reflète une conception théorique du développement**. Selon la terminologie utilisée, on peut distinguer **trois approches différentes du développement** :

- La logique du troisième bloc s'exprime à travers la notion de « **tiers-monde** ». Ce terme, forgé par Alfred Sauvy en 1952<sup>1</sup>, constitue une analogie avec le tiers État de la France de l'Ancien Régime. Le concept de « tiers-monde » s'inscrit dans le contexte de la guerre froide pour désigner un ensemble de pays qui n'appartiennent pas au « pays occidentaux » ou au « bloc communiste ». Il s'agit des pays en sous-développement qui présentent des caractéristiques spécifiques notamment une croissance démographique très forte. Ces pays font l'objet d'une convoitise par les pays occidentaux et le bloc communiste ;
- La logique de la croissance se manifeste à travers les notions de « **pays en voie de développement** » (PEVD) ou « **pays en développement** » (PED). Ces concepts reflètent une conception proche de la théorie du développement de Walt Whitman Rostow dans « Les étapes de la croissance » (1960). Il y aurait un sentier de développement linéaire sur lequel se trouveraient les pays qui n'ont pas encore abouti à l'ultime étape de la consommation de masse. Ainsi pour Rostow, « *le pays le plus développé industriellement ne fait que révéler aux économies les moins développées l'image de leur propre futur* » ;
- Une logique de situation (géographique) ressort à travers la distinction entre les « pays du Nord » et les « **pays du Sud** ». Ces derniers, qui représenteraient les pays les plus pauvres, se trouveraient dans leur grande majorité sous le tropique du Cancer. L'origine de leur sous-développement serait d'origine naturelle: les conditions naturelles (climatiques, situation géographique) les empêcheraient de se développer.

Les termes employés pour caractériser le sous-développement font écho à des explications de nature diverse. Le fait de parler de « tiers-monde », « pays en développement » ou « pays du Sud » n'est donc pas dû au hasard. Si **le terme de « pays en développement » tend à être le plus couramment cité**, chacun de ces termes présente des limites :

- Le concept de « tiers-monde » est moins utilisé en raison de la fin de la guerre froide et des différences économiques croissantes qui apparaissent entre les régions regroupées sous cette appellation (Par exemple, entre l'Asie et l'Afrique en termes de PIB...) ;

---

<sup>1</sup> « Trois mondes, une Planète », in *L'observateur*, 14 août 1952, n°118.

- Le concept de « pays du Sud » pose problème lorsqu'on songe à l'ensemble des pays développés qui se situent sous le tropique du Cancer (Australie, Nouvelle-Zélande...)
- Le concept de « pays en développement » ne rend pas compte des spécificités des pays concernés et laisse supposer que la situation de tous les pays s'amélioreront à long terme.

## 2. La difficulté de rendre compte de la diversité des situations

Outre les limites propres à chaque concept que nous venons de voir, il est **impossible de caractériser l'ensemble des pays en développement par l'utilisation d'un seul concept** tant les situations sont différentes d'un pays (ou groupe de pays) à un autre. C'est la raison pour laquelle on distingue traditionnellement deux catégories de pays en développement : les pays émergents et les pays les moins avancés (PMA).

- **Les pays émergents**

Le concept de « **pays émergents** », qui est aujourd'hui préféré à l'appellation nouveaux pays industrialisés, s'applique à petit groupe de pays, une vingtaine environ. Ces pays émergents possèdent plusieurs caractéristiques en commun :

- Ils possèdent une croissance exceptionnellement forte ;
- Leur poids dans les échanges internationaux (commerciaux, financiers) s'accroît également fortement ;
- Ils sont fortement intégrés au système économique, financier et commercial international ;
- Ils offrent des débouchés ou opportunités d'investissement très intéressants au reste du monde. A ce titre, ils attirent la majeure partie des investissements internationaux et des mouvements de capitaux à destination du monde en développement.

On trouve à la tête de ces pays émergents le groupe des **BRIC** avec le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Parfois, l'acronyme **BRIICS** est employé avec, en plus, l'Indonésie ou l'Afrique du Sud, qui ont un rôle moins dynamique pour l'économie mondiale que les quatre précédents.

Ces émergents sont devenus tellement **importants pour l'économie mondiale** qu'ils ont été intégrés avec les pays du G7 dans le G20. C'est en 1999 au sommet de Cologne qu'est créé le G20 qui rassemble, donc, les pays du G7 (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Canada, Japon + Représentation de l'Union Européenne) ainsi que 12 pays émergents (Afrique du Sud, Chine, Corée du Sud, Russie, Turquie, Mexique, Arabie Saoudite, Argentine, Inde, Indonésie, Australie, Brésil). La reconnaissance de l'importance de ces pays émergents se manifeste lors du sommet du G20 de novembre 2008 pour trouver des solutions à la crise financière et économique.

L'existence et la reconnaissance du **G20** rapproche les pays émergents des pays industrialisés et brouille, en partie, les frontières entre ces deux catégories de pays.

- **Les pays les moins avancées (PMA)**

Le concept de **PMA** est né en 1971 lorsque l'ONU dressa une liste des pays qui appartenaient à ce groupe. Il s'agissait de cibler les pays plus pauvres de la planète pour mieux allouer les ressources et les aides au développement. Cette liste des PMA est réactualisée tous les trois ans. En 2021, on dénombrait 46 pays dont 33 en Afrique, 9 en Asie, un dans les Caraïbes (Haïti) et 3 dans les îles du Pacifique. Les PMA regroupaient 14% de la population mondiale, mais ne possédaient que 1,4% du PIB mondial et représentaient moins de 1 % des exportations mondiales de biens et services. La CNUCED, qui dépend de l'ONU, retient trois critères depuis 2021 pour classer les PMA :

- **Le critère du « revenu par habitant »**, fondé sur une estimation moyenne du revenu national brut par habitant effectuée sur trois ans, avec un seuil de 1 025 dollars pour pouvoir être ajouté à la liste, et un seuil de 1 230 dollars pour en être retiré ;
- Une insuffisance de ressources humaines, évaluée par un **indicateur de capital humain** qui regroupe des données sur la santé (taux de mortalité infantile, taux de mortalité maternelle, prévalence du retard de croissance) et l'éducation (taux de scolarisation dans secondaire, taux d'alphabétisme des adultes, indice de parité des sexes basé sur le taux de scolarisation dans le secondaire). Les seuils d'entrée et de sortie étaient fixés à respectivement 60 et 66.
- Un critère de **vulnérabilité économique et environnemental**, mesuré par un indice regroupant les données sur la vulnérabilité économique (la part de l'agriculture, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche dans le PIB ; l'éloignement et l'enclavement ; la concentration des exportations de marchandises ; l'instabilité des exportations de biens et de services) et la vulnérabilité environnementale (la part de la population vivant dans des zones côtières de faible altitude ; la part de la population vivant dans des zones arides ; l'instabilité de la production agricole ; le nombre de victimes de catastrophes). Les seuils d'entrée et de sortie étaient fixés à respectivement 36 et 32.

Il est possible d'expliquer, en partie, la situation des PMA par **des obstacles structurels à leur développement** : structures productives (fort déséquilibre de la production en faveur des produits agricoles), commerciales (faible part des produits manufacturés dans les exportations au profit des produits agricoles), sociales (fortes inégalités difficiles à résorber), démographiques (taux d'accroissement naturel élevé avec une forte natalité et une baisse progressive de la mortalité).

Pour les aider à surmonter ces obstacles structurels, les institutions internationales proposent aux PMA :

- Des mesures commerciales spécifiques dans le cadre des accords de l'OMC (accès privilégié à certains marchés des autres pays) ;
- Des prêts à taux plus faibles avec, par exemple, les prêts concessionnels de l'Association internationale du développement de la Banque mondiale ;
- Réduction de leurs dettes avec, par exemple, l'initiative conjointe du FMI et la Banque mondiale dite « initiatives pays pauvres très endettés » (PPTE).

D'après le rapport de la CNUCED publié en 1971 [« Les pays les moins avancés dans le monde post-COVID : tirer les enseignements de 50 ans d'expérience »](#), il ressort que

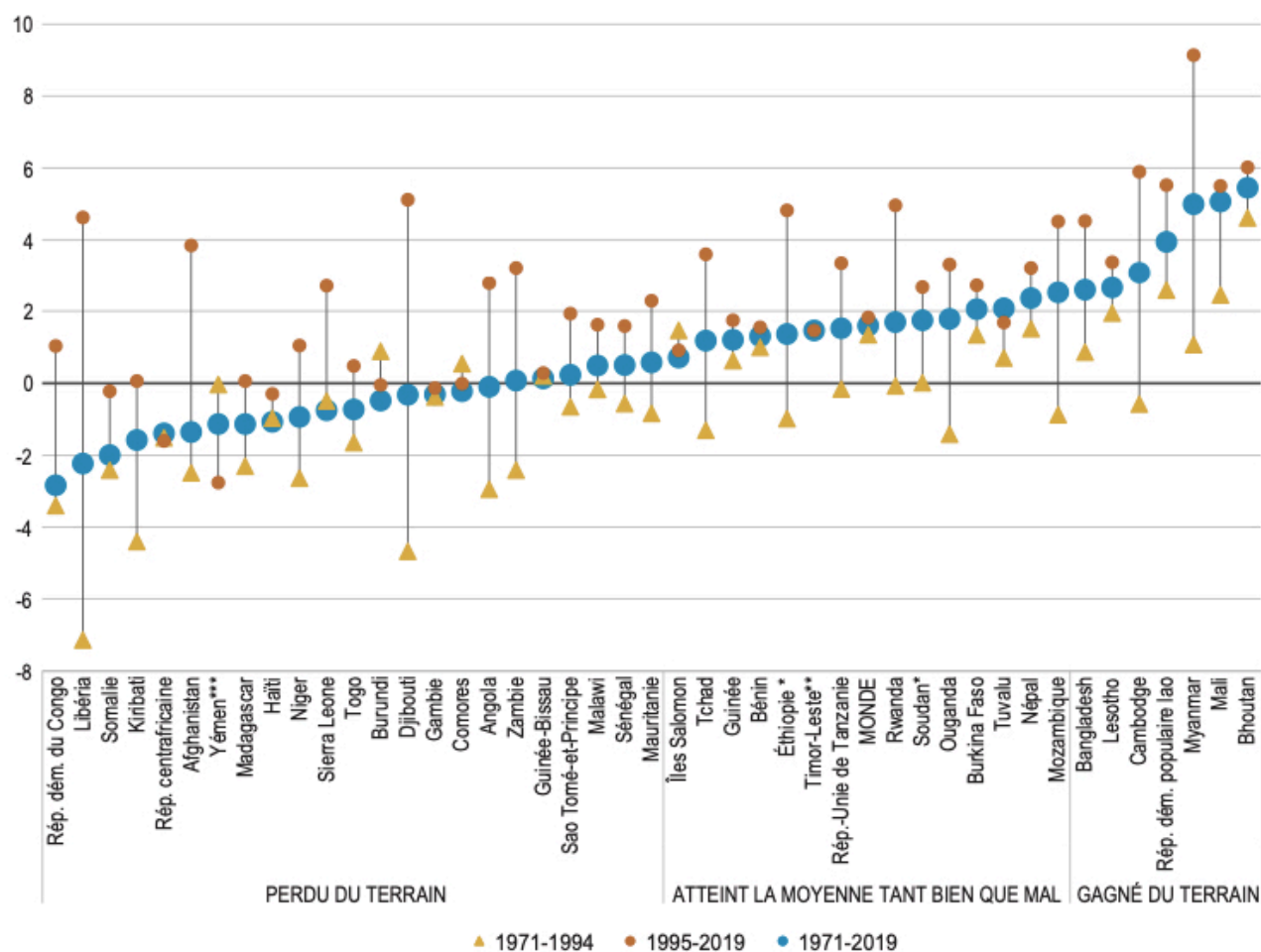
depuis 1971 « *la croissance des PMA a été au mieux mitigée, et généralement anémique et inégale. Le PIB réel du groupe des PMA a été multiplié par cinq depuis la création de la catégorie, puisqu'il est passé d'environ 200 milliards de dollars en 1971 à 1 118 milliards de dollars en 2019 (en prix constants de 2015). Cette évolution correspond à un taux de croissance moyen de 3,7 % par an, soit un peu plus seulement que la moyenne mondiale pour la même période (3,1 %). Mais, dans le même temps, le PIB réel par habitant a augmenté à un rythme beaucoup plus faible (1,3 % par an) en raison de la rapide croissance démographique des PMA, passant de 600 dollars environ à 1 082 dollars* ».

De manière générale, le rapport distingue deux phases entre 1971 et 2021. D'une part, entre 1971 et 1995 où le taux de croissance était faible, irrégulier avec des périodes de récession à cause des chocs pétroliers, des crises de la dette, des programmes d'ajustement structurel et de conflits politiques. D'autre part, à partir de 1995, la croissance a été plus soutenue et généralisée grâce à de meilleurs fondamentaux, une meilleure conjoncture internationale et une baisse des conflits.

Derrière cette tendance générale, des situations disparates ressortent parmi les PMA. La CNUCED propose une distinction entre trois types de PMA par rapport à leur taux de croissance annuel moyen entre 1971 et 2021 :

- « *Les PMA qui ont perdu du terrain, c'est-à-dire ceux dont le taux de croissance du PIB par habitant sur l'ensemble de la période considérée est inférieur de plus d'un point de pourcentage à la moyenne mondiale pondérée ;*
- *Les PMA qui ont atteint la moyenne tant bien que mal, c'est-à-dire ceux dont le taux de croissance du PIB par habitant sur l'ensemble de la période considérée est inférieur ou supérieur de moins d'un point de pourcentage à la moyenne mondiale pondérée ;*
- *Les PMA qui ont gagné du terrain, c'est-à-dire ceux dont le taux de croissance du PIB par habitant sur l'ensemble de la période considérée est supérieur de plus d'un point de pourcentage à la moyenne mondiale pondérée ».*

## Document 1. Taux de croissance annuel moyen du PIB réel par habitant des PMA (1971-2019)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADStat (date de consultation : avril 2021).

Notes : Les taux de croissance annuels moyens sont obtenus par ajustement d'une courbe exponentielle. Le taux de croissance d'un pays sur l'ensemble de la période 1971-2019 peut donc différer sensiblement des moyennes des deux sous-périodes s'il y a, dans les séries de données utilisées, un point d'inflexion marqué autour de 1995, année charnière. \* Le PIB par habitant de l'Éthiopie et celui du Soudan englobent respectivement celui de l'Érythrée et celui du Soudan du Sud afin que les données soient comparables sur l'ensemble de la période considérée. \*\* Des données sur le PIB par habitant du Timor-Leste ne sont disponibles qu'à partir de 2003. \*\*\* Des données sur le PIB par habitant du Yémen ne sont disponibles qu'à partir de 1990.

Source : CNUCED [« Les pays les moins avancés dans le monde post-COVID : tirer les enseignements de 50 ans d'expérience »](#) (2021)

Cette distinction permet de faire ressortir trois observations sur l'évolution économique des PMA depuis 1971 :

- Dans l'ensemble, les résultats sont plutôt décevants : 23 pays ont perdu du terrain, 14 ont atteint la moyenne et seulement 7 ont gagné du terrain;
- Parmi les pays qui ont perdu du terrain, on trouve des pays qui ont connu la guerre (Afghanistan, Somalie) et des pays fortement tributaires des produits de base (Angola, RDC, Zambie). Les pays qui ont une production plus diversifiée s'en sortent mieux, notamment en Asie.
- La majeure partie des PMA a obtenu de bien meilleurs résultats au cours de la période 1995-2019 qu'au cours de la période 1971-1994.

- **Des situations politiques, sociales et démographiques divergentes au sein des pays en développement**

**Les divergences entre PED sont également relativement fortes d'un point de vue social, politique ou démographique :**

- Politiquement, la Chine est dirigée par un gouvernement communiste alors que l'Inde est considérée comme la plus grande démocratie du monde ;
- Socialement, le taux d'alphabétisation du Costa Rica est similaire à celui des pays industrialisés alors qu'il est très faible dans les pays de l'Afrique sub-saharienne ;
- Démographiquement, les pays émergents achèvent leur transition démographique alors que les PMA sont en plein dedans. En Afrique sub-saharienne, le taux de croissance démographique était de 2,6% en 2021 alors qu'il n'est que 0,7% dans les pays d'Amérique Latine et Caraïbes (Source : [Banque mondiale](#))

D'un point de vue économique, social, politique ou démographique, il est impossible de rendre compte de la diversité des situations par la seule utilisation du terme de PED.

## **B. La difficulté de choisir les bons « chiffres »...**

### **1. Les indicateurs en termes monétaires**

**Les indicateurs en termes monétaires ont été principalement développés par la Banque Mondiale.** Elle regroupe 187 Etats membres comporte deux institutions administrées : la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), créée en 1944, et l'IDA (Association internationale de développement), créée en 1960. La BIRD a pour objectif de réduire la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire et les pays les plus pauvres alors l'IDA concentre ses efforts sur les pays les plus pauvres.

Tout d'abord, la Banque mondiale classe les pays d'après le **revenu national brut (RNB)** par habitant de l'année passée. Le RNB est la somme du PNB et du revenu net provenant de l'extérieur. La valeur des RNB est convertie en dollars américains sur la base de moyenne mobile sur trois ans du taux de change pour établir des comparaisons internationales. La Banque mondiale distingue quatre types de pays sur cette base. Pour l'année 2023, les seuils de RNB/habitant en dollars américains courants, sont les suivants :

- Les économies à faible revenu : cette catégorie regroupait les pays qui avaient un revenu moyen par habitant inférieur à 1085 dollars ;
- Les économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure : cette catégorie regroupait les pays qui avaient un revenu moyen par habitant compris entre 1086 et 4255 dollars ;
- Les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieur : cette catégorie regroupait les pays qui avaient un revenu moyen par habitant compris entre 4256 et 13205 dollars ;
- Les économies à haut revenu : cette catégorie regroupait les pays qui avaient un revenu moyen par habitant supérieur à 13206 dollars.

**Les économies à revenu intermédiaire (inférieur et supérieur) sont qualifiées d'économies en développement.**



Cet indicateur réduit le développement à la seule variable du niveau de vie. Face à cette limite, la Banque mondiale a produit un autre type d'indicateur : les indicateurs de la pauvreté monétaire. Ces indicateurs permettent d'évaluer le nombre de pauvres. Par exemple, **le seuil de pauvreté extrême est fixé à 2,15\$<sup>2</sup> (en parité de pouvoir d'achat) par jour à l'échelle internationale par la Banque mondiale**. La Banque mondiale fait varier ce seuil de pauvreté selon le niveau de richesses du pays : il est fixé à 3,65 dollars par jour dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et à 6,85 dollars par jour dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

## **Document n°2. Ratio de la population en-dessous du seuil de pauvreté extrême en 2019**

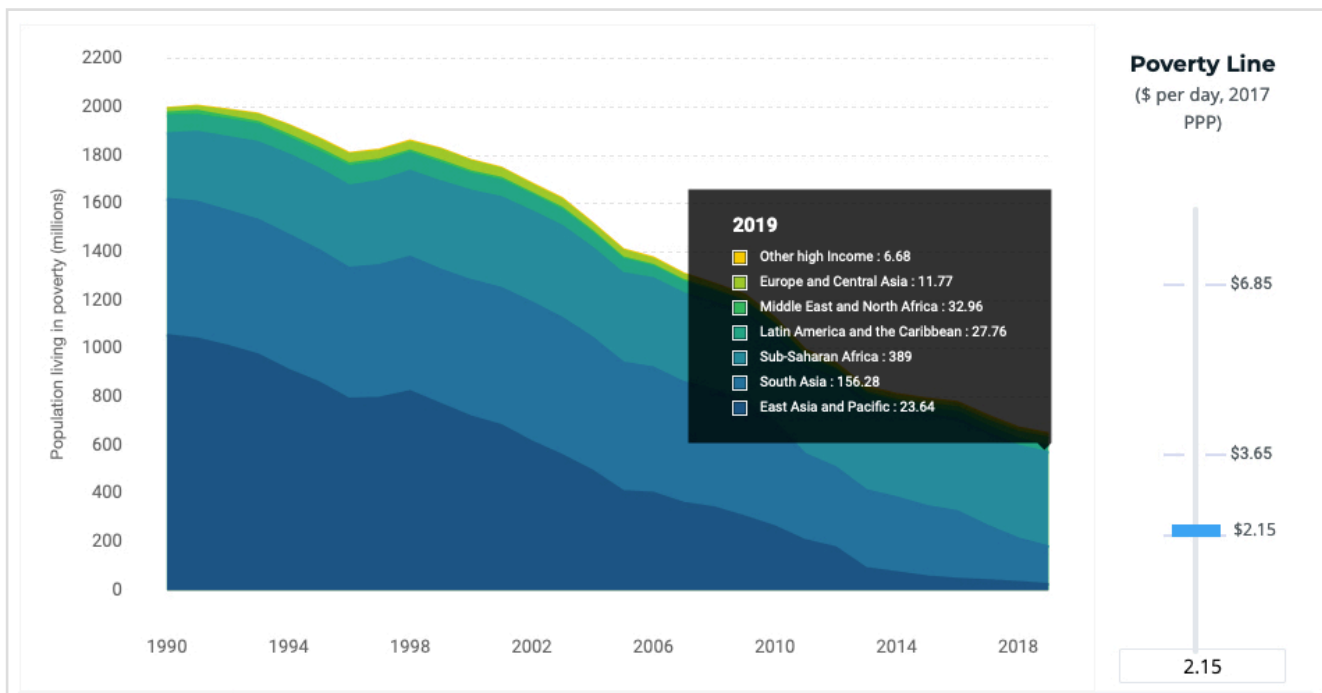
	Moins de 2,15\$ par jour (PPA)
Afrique subsaharienne	35,1
Amérique latine et Caraïbes	4,3
Asie de l'Est et Pacifique	1,1
Asie du Sud	8,5
Europe et Asie centrale	2,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord (2018)	7,5

Source : [Banque mondiale](#)

---

<sup>2</sup> Le seuil de pauvreté était fixé à 1,90\$ en PPA avant le calcul de ce nouveau seuil en 2022

## Document n°3. Évolution de l'extrême pauvreté en 1990 et 2019



Source : [Banque mondiale](#)

### 2. La nécessité d'établir d'autres indicateurs pour mieux prendre en compte le développement

Les indicateurs de la Banque mondiale ne prennent en compte que des critères monétaires. Or, le développement ne se réduit pas à ces critères. Il est nécessaire d'en intégrer d'autres critères plus qualitatifs (éducation, santé...). C'est en ce sens que, depuis 1990, le PNUD élabore de nouveaux indicateurs de développement dont l'**IDH** est le plus connu. Fondé sur les travaux d'Amartya Sen (les capacités), cet indicateur se compose de **trois critères** :

- Longévité et santé, représentées par l'espérance de vie à la naissance.
- Instruction et accès au savoir, représentées par la durée moyenne de scolarisation et la durée attendue de scolarisation
- Possibilité de disposer d'un niveau de vie décent, représentée par RNB/habitant.

L'**IDH** correspond à la moyenne arithmétique des 3 indices dimensionnels de l'éducation, de la santé et du niveau de vie (Pour plus de précisions sur les modalités de calcul, je vous renvoie au chapitre 1).

Le PNUD distingue **plusieurs catégories de pays selon le niveau d'**IDH** pour l'année 2021** :

- Les pays à développement humain très élevé dont l'**IDH** est supérieur à 0,796 ;

- Les pays à développement humain élevé dont l'IDH est compris entre 0,700 et 0,796 ;
- Les pays à développement humain moyen dont l'IDH est compris entre 0,550 et 0,699 ;
- Les pays à développement humain faible dont l'IDH est inférieur ou égal à 0,549.

#### Document n°4. Exemples d'IDH en 2021

Classement	Pays	IDH	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation en années	Durée attendue de scolarisation en années	RNB/habitant en \$ (PPA)
1	Suisse	0,962	84	13,9	16,5	66 933
21	Etats-Unis	0,921	77,2	13,7	16,3	64 765
28	France	0,903	82,5	11,6	15,8	45 937
42	Qatar	0,855	79,3	10	12,6	87 134
79	Chine	0,768	78,2	7,6	14,2	17 504
191	Soudan du Sud	0,385	55	5,7	5,5	768

Source : PNUD, [Rapport sur le développement humain 2021/2022](#)

#### Document n°5. IDH, IDHI moyens et composantes de l'IDH moyennes

	IDH moyen en 2021	Espérance de vie à la naissance moyenne en 2021	Durée de scolarisation en années moyenne en 2021	Durée attendue de scolarisation en années moyenne	RNB/habitant en \$ (PPA) moyenne en 2021	IDHI (IDH ajusté aux inégalités)
<b>Pays à développement humain très élevé</b>	0,896	78,5	12,3	16,5	43 752	0,805
<b>Pays à développement humain élevé</b>	0,754	74,7	8,3	14,2	15 167	0,627
<b>Pays à développement humain moyen</b>	0,636	67,4	6,9	11,9	6 353	0,481
<b>Pays à développement humain faible</b>	0,518	61,3	4,9	9,5	3 009	0,359

Source : PNUD, [Rapport sur le développement humain 2021/2022](#)

**Cet indicateur présente plusieurs intérêts par rapport aux indicateurs pensés en termes monétaires :**

- Il n'est pas un indicateur uniquement quantitatif comme le RNB par habitant ou les indicateurs de pauvreté. Il intègre une **dimension qualitative** et rend compte, de manière plus large, du développement humain ;
- Il met ainsi en évidence **des disparités entre le niveau de richesse d'un pays et le bien-être de la population**. Par exemple, le Qatar possède un RNB/ habitant très élevé et un IDH plus faible. Le RNB/hab est bien plus élevé qu'en Norvège alors que la Norvège est le 1er pays en termes d'IDH et le Qatar le 41ème. Cela signifie que la richesse du pays ne profite pas pleinement aux habitants.

Parmi les **limites de l'IDH**, on peut retenir que :

- Le classement de l'IDH coïncide souvent avec celui du RNB : à part quelques cas aberrants comme les pays pétroliers, on observe que le RNB par tête et l'IDH coïncident très fortement. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement dans la mesure où le RNB/habitant lui-même rentre pour un tiers dans la composition de l'IDH et qu'il faut un certain niveau de richesse (PIB) pour accorder à la santé de l'importance et des moyens ;
- Les indicateurs dimensionnels sont quantitatifs et ne rendent que partiellement de la qualité de ce qu'ils mesurent. Ex : Supposons une durée moyenne et attendue de scolarisation de l'ordre de 10 ans dans deux pays, on ne connaît pas les conditions d'enseignement et, par conséquent, l'efficacité du système éducatif ;
- En tant qu'indicateur composite, on peut s'interroger sur la pertinence des pondérations retenues dans la formule ( $1/3 ; 1/3 ; 1/3$ ) ;
- L'IDH ne tient pas compte d'autres éléments essentiels du développement humain comme les inégalités économiques, ou les inégalités de genre, ni de la question environnementale.

**Face à ces limites, d'autres indicateurs dans les domaines économique et social sont étudiés.** Il y a par exemple l'IDH ajusté aux inégalités, l'indice des inégalités de genre, l'indicateur de pauvreté multidimensionnelle :

- **L'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI)** : L'IDHI ajuste l'IDH en intégrant les inégalités de répartition de chacune de ses trois dimensions (éducation, santé, niveau de vie). Théoriquement, s'il n'y a pas d'inégalités de répartition, l'IDH est égal à l'IDHI et diminue pour s'éloigner de l'IDH si les inégalités augmentent. L'IDHI est donc un indicateur du développement qui tient compte du niveau d'inégalités économiques et sociales. La différence est l'IDHI et l'IDH correspond à la perte du développement humain dû à ces inégalités ;
- **L'indice des inégalités de genre (IIG)** : cet indicateur mesure les inégalités de traitement entre les hommes et les femmes dans trois domaines : la santé reproductive, mesurée par le taux de mortalité maternelle et le taux de fertilité des adolescentes ; l'autonomisation, mesurée par la part de sièges parlementaires occupés par des femmes et la part de femmes et d'hommes adultes âgés de 25 ans et plus ayant atteint au moins un niveau d'éducation secondaire ; et le statut économique exprimé en participation au marché du travail et mesuré par le taux d'activité de la population active chez les femmes et les hommes âgés de 15 ans et

plus. Il varie entre 0 et 1 : à 0, le traitement entre les hommes et les femmes est égal ; à 1, les inégalités sont aussi fortes que possible.

- **L'indice de pauvreté multidimensionnelle** : Créé en 2010 sur la base d'un programme mené par le PNUD avec l'Université d'Oxford, L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) représente les manques graves dont souffrent des individus de manière simultanée. Il identifie les manques simultanés des ménages sur l'ensemble des trois mêmes dimensions que pour l'Indice de Développement humain - IDH- (niveau de vie, santé et éducation). Ce nouvel indice rend compte de la pauvreté « aigüe », de ses multiples manifestations, en ne se limitant pas aux aspects économiques mais en éclairant différentes formes de privations avec le foyer comme unité de mesure. Les trois dimensions de l'IDH sont pondérées chacune de manière équivalente, soit 33,33%. Chacune de ces dimensions se décomposent en plusieurs indicateurs (il y en a 10 au total). Par exemple, la santé prend en compte un indicateur de la mortalité infantile pondéré à hauteur de 16,7% et un indicateur de la nutrition pondéré également à 16,7%). Une personne est pauvre de manière « multidimensionnelle » si les indicateurs pondérés dans lesquels elle subit des manques s'élèvent à au moins 30%. Dès lors, le niveau de pauvreté multidimensionnelle peut être supérieur au niveau de pauvreté monétaire (Banque mondiale). Ainsi, en 2019, au Mozambique, 72,5% de la population vivait dans une pauvreté multidimensionnelle alors que 62,9% de la population avait un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté monétaire de 1,90\$ par jour (PPA). L'indicateur de pauvreté multidimensionnelle présente donc l'avantage de mieux refléter le niveau de développement d'un pays puisqu'il intègre ses différentes dimensions. Il permet, de ce fait, aux organisations internationales, aux associations d'avoir une meilleure lisibilité du niveau de développement et de mieux cibler les aides.

## QUESTION N°2. COMMENT EVOLUENT LES INEGALITES DE DEVELOPPEMENT ?

---

### A. Les inégalités de développement entre les pays

#### 1. Il existe aujourd'hui de fortes inégalités de développement entre les pays

**Les inégalités de développement sont encore très élevées aujourd'hui si l'on s'intéresse aux trois dimensions du développement de l'IDH :**

- En termes de RNB/habitant : si l'on reprend la classification du PNUD (cf document n°5), l'écart de revenu est en moyenne de 1 à 14 entre les pays à développement humain très élevé (43 752 \$) et les pays à développement humain faible (3 009 \$) en 2021. Aux extrêmes, les écarts sont très importants : le RNB par habitant de la Suisse est 87 fois plus élevé que celui du Soudan du Sud ;
- En termes de santé : l'espérance de vie est de 78,5 ans en moyenne dans les pays à développement humain très élevé et de 61,3 ans en moyenne dans les pays à développement humain faible (IDH) ;
- En termes d'éducation : la durée moyenne de scolarisation est en moyenne de 12,3 ans dans les pays à développement humain très élevé et de 4,9 années dans les pays à développement humain faible.

**Les pays en développement sont touchés par un fort niveau de pauvreté qu'elle s'exprime en termes monétaires ou de manière multidimensionnelle :**

- En termes monétaires, si l'on se base sur le seuil de pauvreté extrême défini par la Banque mondiale, 719 millions de personnes vivaient avec moins de 2,15\$ PPA par jour en 2020, soit 10% de la population mondiale. Si l'on prend un autre seuil de pauvreté de la Banque mondiale à 6,85\$ par jour, alors c'est 47% de la population mondiale qui vit avec moins de cette somme ;
- En termes de pauvreté multidimensionnelle, d'après la PNUD, 1,2 milliards de personnes réparties dans 111 pays en développement vivent dans une pauvreté multidimensionnelle en 2022, principalement en Afrique subsaharienne et en Asie.

#### 2. Les inégalités de développement se sont principalement accrues au cours des XIXème et XXème siècles en raison de la croissance des pays développés

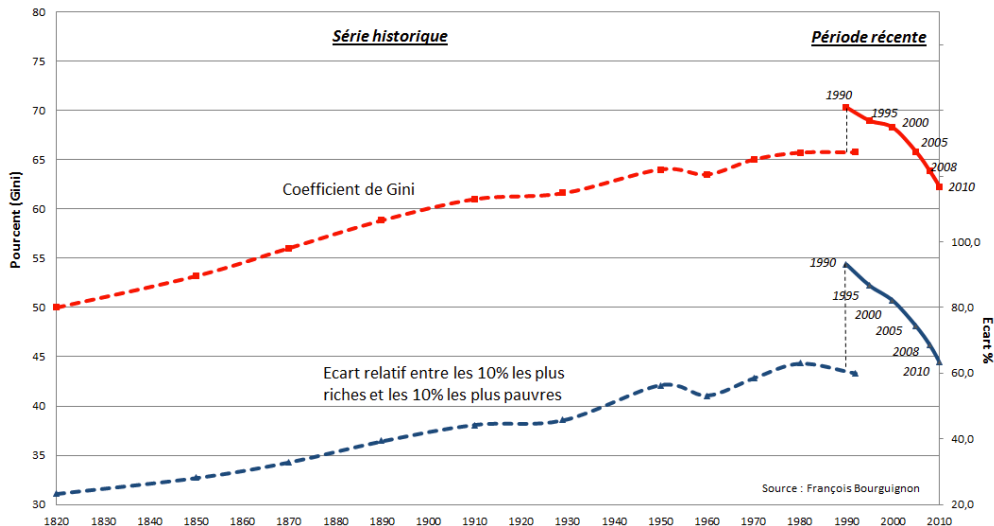
En 2012, François Bourguignon a publié un ouvrage intitulé « **La mondialisation de l'inégalité** » dans lequel il souligne que l'« **inégalité mondiale** » a **considérablement augmenté entre le début du XIXème siècle et les années 1980**. « *L'inégalité mondiale se définit comme l'inégalité entre tous les citoyens du monde (...) elle combine de façon assez complexe l'inégalité entre nations et l'inégalité au sein des nations* ». Pour Bourguignon, cette inégalité mondiale porte sur les différences de revenu, de patrimoine, de dépense de consommation et, plus généralement, de bien-être économique, mais, dans le cadre d'une comparaison internationale, sera mesurée à travers le RNB/habitant, supposé refléter le niveau de vie. Il reprend la définition du seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale, à savoir 1,25 \$ par jour (en PPA), pour définir quels sont les pays pauvres.

Il explique l'**explosion de l'inégalité mondiale par la Révolution industrielle au XIX<sup>ème</sup> siècle**. C'est au cours de cette période que les pays d'Europe occidentale ont accru leur avance sur le reste du monde. Avant ce « décollage », l'inégalité mondiale portait essentiellement sur les disparités de revenu à l'intérieur des pays. La hausse de l'inégalité mondiale a été continue jusqu'aux années 1980, à l'exception de la période qui suit la fin de la Seconde Guerre mondiale en raison de la mise en place de politiques redistributives, de la révolution chinoise et l'intégration de l'Europe centrale et orientale dans le bloc soviétique.

L'explosion de l'inégalité mondiale s'observe dans le document n°3. De 1820 à 1980, l'écart entre les 10% les plus riches du monde et les 10% les plus pauvres (en RNB/habitant) a été multiplié par trois. Le rapport était d'environ 1 à 20 vers 1820 contre 1 à 60 en 1980. Le coefficient de Gini est passé de 0,5 en 1820, soit le niveau d'inégalité d'un pays relativement inégalitaire aujourd'hui, à 0,66 en 1980, soit un niveau supérieur à pratiquement tous les niveaux d'inégalité nationale aujourd'hui.

Pour Bourguignon, l'explosion de l'inégalité mondiale, entre le début du XIX<sup>ème</sup> siècle et les années 1980, provient donc essentiellement de l'inégalité *entre* les nations en raison de la croissance économique des pays développés au cours de cette période. Toutefois, depuis les années 1980, l'inégalité mondiale a tendance à décroître.

### Document n°6. Evolution de l'inégalité mondiale 1820-2010



Source : Version actualisée du graphique p.19 de « La mondialisation de l'inégalité » <http://ses.ens-lyon.fr/images/stats-a-la-une/evolution-inegalite-mondiale-gini-ecart-bourguignon.png>

### 3. Mais les écarts de développement tendent à se réduire depuis la fin du XXème siècle

**L'inégalité mondiale a amorcé une baisse depuis 1989 pour F. Bourguignon.** Ainsi, les différences de revenus, mesurées par le RNB/habitant, ont diminué depuis cette époque. On le constate dans le graphique ci-dessus : même si les changements de base de données et de PPA entraînent une correction importante des mesures, le coefficient de Gini et l'écart relatif entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres ont fortement baissé. En effet, les 10% les plus riches avaient un revenu 100 fois plus élevé que les 10% les plus pauvres en 1989 alors qu'en 2006, le rapport était de 1 à 90 ; le coefficient de Gini est passé de 0,71 à 0,66. Ainsi, « *Le tournant du millénaire marque un retournement historique de l'inégalité dans le monde* ». La baisse de cette inégalité mondiale s'est traduite également par **un recul de la pauvreté extrême** : d'après la Banque mondiale, il y avait 2 milliards de personnes vivant avec moins de 2,15\$ (PPA) en 1990 contre 648 millions en 2019 (cf. document n°3).

Cette baisse de l'inégalité mondiale s'explique en grande partie par l'émergence d'une « classe moyenne mondiale » pour Branko Milanovic. Dans « Inégalités mondiales. Les destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances » (2019), il étudie l'évolution de la répartition des richesses à l'échelle mondiale entre 1988 et 2008. Il met alors en évidence **trois phénomènes majeurs** :

- **L'enrichissement et le développement d'une « classe moyenne émergente mondiale »**

Ce phénomène se lit au point A du graphique en forme d'éléphant (cf. Document n°6) : il se situe autour de la médiane de la distribution des revenus à l'échelle mondiale. Les personnes qui se trouvent autour de ce point sont celles qui ont le plus bénéficié de la hausse des revenus réels à l'échelle mondiale ; une hausse avoisinant les 80% entre 1988 et 2008. Il faut ajouter à ces personnes, celles qui appartiennent aux franges classées entre 40<sup>ème</sup> et le 60<sup>ème</sup> centile, dont la hausse des revenus réels est supérieure à 65% tout de même. Ainsi, on perçoit graphiquement l'émergence d'une classe moyenne mondiale entre le 40<sup>ème</sup> et le 60<sup>ème</sup> décile, ce qui représente environ 1/5 de la population mondiale. 90% de cette classe moyenne mondiale vit dans les pays émergents d'Asie, dont la Chine principalement, mais aussi en Inde, Thaïlande, Viêtnam et Indonésie. La plupart des personnes qui se trouvent dans la classe moyenne mondiale appartiennent également à la classe moyenne de leur pays. Pour illustrer cette très forte élévation de leur niveau de vie, on peut citer quelques exemples : les deux déciles médians (5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup>) dans les villes et campagnes chinoises ont vu leur revenu par tête multiplié par respectivement par 3 et 2,2 entre 1988 et 2008. En Indonésie, le revenu médian dans les villes a presque doublé et, dans les zones rurales, le revenu a augmenté de 80%. Au Viêtnam et Thaïlande, le revenu réel autour de la médiane a plus que doublé.

- **Le déclin de « la classe moyenne inférieure du monde riche »**

Graphiquement, ce déclin lit au point B. Ce groupe, plus riche que « la classe moyenne émergente mondiale », est celui dont les revenus réels ont le moins progressé entre 1988 et 2008. Il s'agit des perdants de la mondialisation par contraste avec la classe moyenne émergente mondiale et les ploutocrates mondiaux, qui constituent les grands gagnants. Les personnes qui appartiennent à ce groupe habitent presque toutes les économies riches des pays riches de l'OCDE. Elles se trouvent principalement dans les vieux pays industrialisés de l'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, d'Océanie et du Japon. Plus précisément,

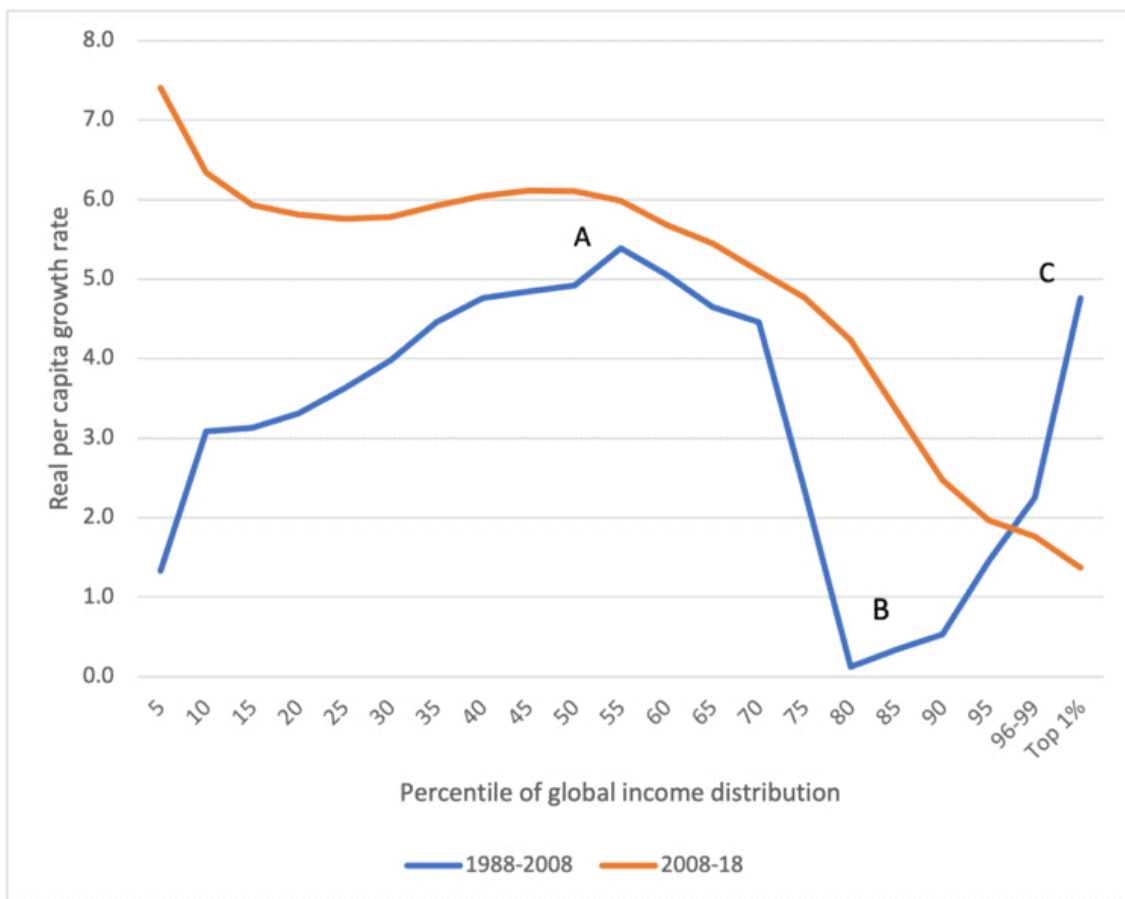


tout comme la Chine domine le point A, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne dominent le point B. Les personnes du point B relèvent de la seconde moitié inférieure de la distribution au sein de leur pays. En Allemagne et aux Etats-Unis, elles font partie des cinq premiers déciles et leurs revenus ont respectivement augmenté de 0% à 7% et de 21% à 23% entre 1988 et 2008. Au Japon, il s'agit des déciles les plus bas et leurs revenus ont soit baissé, soit augmenté de 3 à 4%.

- **L'émergence de « ploutocrates mondiaux »**

Il s'agit du centile le plus élevé, donc les 1% les plus riches aux mondes. Leurs revenus réels ont connu une hausse substantielle entre 1988 et 2008, jusqu'à 65% pour les plus riches comme en atteste le point C sur le graphique de l'éléphant. Leurs membres sont principalement originaires des pays riches. La moitié des membres est issue des Etats-Unis, ce qui signifie que 12% des américains appartiennent à ce groupe. Les autres membres habitent tous en Europe de l'Ouest, au Japon et en Océanie.

**Document n°6. Le graphique de l'éléphant réactualisé**



Source: Milanovic B., « Inégalités mondiales. Les destinées des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances » (2019) et « [Global income inequality: time to revise the elephant](#) » (2022)

Dans un article de décembre 2022 « Global income inequality: time to revise the elephant », Branko Milanovic a réactualisé ses données et mis en évidence deux phénomènes sur la période 2008-2018 :

- Comme pour la période 1988-2008, l'enrichissement de la classe moyenne émergente s'est poursuivi entre 2008 et 2018, principalement en Asie. On le voit dans le document n°6 sur la courbe orange : vers la médiane, le revenu par tête a augmenté environ de 6% par ans. Plus précisément, B. Milanovic a évalué la hausse du revenu en Chine de 7,5% par an durant la période et de 6% par en Inde. Le processus de rattrapage entre la classe moyenne émergente et la classe moyenne inférieure du monde riche se poursuit.
- Les revenus des ploutocrates mondiaux ont beaucoup moins progressé au cours de la période 2008-2018 qu'au cours de la période 1988-2008. C'est là une grande différence. On le voit dans le graphique 6, le revenu par tête du top 1% mondial a augmenté en moyenne d'un peu plus de 1% par an entre 2008 et 2018 contre 5% entre 1988 et 2008. B. Milanovic attribue ce ralentissement à la Grande crise financière de 2008 qui a affecté principalement les États-Unis et l'Europe où se trouvent la majorité des ploutocrates mondiaux. Ainsi, aux États-Unis, les 5% les plus riches ont perdu 10% de leurs revenus réels entre 2008 et 2010 et le top 1% 20%.

Pour B. Milanovic, la réduction des inégalités mondiales depuis la fin des années 1980 marque un tournant majeur depuis la révolution industrielle puisque l'écart de richesses s'était creusé entre les pays industrialisés et les pays en développement depuis le début XIXème siècle. La question est désormais de savoir si cette tendance va se poursuivre. Jusqu'à présent, l'émergence d'une classe moyenne chinoise a été le principal facteur explicatif de cette baisse des inégalités. Mais à mesure qu'elle s'enrichit, le risque est que les inégalités mondiales se creusent avec les pays les plus pauvres si le revenu par habitant stagne. L'évolution des inégalités mondiales dépendra du sort de l'Inde, de l'Égypte, de l'Éthiopie, de la Tanzanie ou du Congo conclut B. Milanovic.

**Le constat d'un recul de l'inégalité mondiale mérite toutefois d'être nuancé sur plusieurs points :**

- **Si l'on raisonne en termes absolus** et non plus relatifs (comme précédemment), le rattrapage de classe moyenne émergente doit être relativisé. D'après Branko Milanovic (2019), les 5% les plus riches au monde ont capté 44% de la hausse des revenus réels à l'échelle mondiale entre 1988 et 2008 ; à eux seuls, les 1% les plus riches en ont absorbé 19%. Réciproquement, 56% de la hausse des revenus réels à l'échelle mondiale entre 1988 et 2008 est allée aux autres 95%.
- **L'inégalité mondiale diminue principalement sous l'effet de l'enrichissement de l'Asie.** 90% de cette classe moyenne mondiale vit dans les pays émergents d'Asie, dont la Chine principalement, mais aussi en Inde, Thaïlande, Vietnam et Indonésie. Si l'on fait abstraction du poids démographique des pays étudiés (= on ne pondère plus le poids des pays par leur nombre d'habitants), la réduction de l'inégalité mondiale n'est pas certaine. Même si les données commencent à dater, François Bourguignon (2012) avait montré qu'entre 1989 et 2006, l'inégalité mondiale progressait aux extrêmes : les quinze pays les plus riches, soit 10% des pays de la base de données utilisée, avaient un niveau de vie moyen 40 fois

supérieur à celui des 15 pays les plus pauvres en 1989 contre 60 en 2006. Ainsi, **en pondérant par la population, l'inégalité mondiale décroît, tandis que les écarts de revenus entre les pays les plus riches et les pays les pauvres augmentent lorsqu'on ne pondère plus le poids des pays par leur nombre d'habitants.**

- **La baisse de l'inégalité mondiale ne profite donc pas aux pays les plus pauvres** qui se trouvent essentiellement en Afrique subsaharienne. D'après la CNUCED, entre 1971 et 2021, parmi les 44 pays les moins avancés, 23 pays ont perdu du terrain en termes de taux de croissance annuel moyen par habitant, 14 ont atteint la moyenne et seulement 7 ont gagné du terrain (cf. Document n°1).

**La baisse de l'inégalité mondiale (si on pondère les pays par leur population) en termes de RNB/habitant telle que la mesure François Bourguignon s'exprime également en termes d'IDH.** Au niveau mondial, les progrès de l'IDH sont remarquables. Il est passé de 0,48 en 1970 à 0,57 en 1990 et 0,702 en 2013. Cette progression provient surtout des PED dont l'IDH a augmenté plus rapidement que dans les pays industrialisés : l'écart de développement entre les pays pauvres et les pays riches s'est réduit d'environ 25% entre 1970 et 2008. Mais, entre 2008 et 2013, les progrès des pays pauvres ont ralenti. Toutefois, les progrès de l'IDH ne se sont pas diffusés dans tous les PED. 10 pays ont vu leur IDH stagner et trois (Zimbabwe, RDC, Zambie) baisser depuis les années 1970.

**Si la baisse de l'inégalité mondiale a pu participer à l'augmentation de l'IDH au niveau international, c'est surtout grâce aux progrès de la santé et l'éducation que ce dernier s'est élevé :**

- L'espérance de vie progresse partout, mais a augmenté deux fois plus rapidement dans les PED que dans les pays développés entre 1950 et 2015. Dans les pays les moins développés, l'espérance de vie a augmenté d'environ 27,4 ans entre 1950 et 2015 alors qu'elle s'est accrue de 13,6 ans dans les pays développés. Cet allongement de l'espérance de vie s'explique par la baisse de la mortalité. L'importation de techniques sanitaires, qui étaient employées en Europe, a permis de faire diminuer le niveau de mortalité dès l'entre-deux-guerres en Amérique Latine ou en Asie et encore plus rapidement après 1945 ;
- Les progrès dans l'éducation : au niveau mondial, la durée de la scolarisation des individus de plus de 15 ans augmente : elle passée en moyenne de 4 ans en 1960 à 5,8 ans en 1990 et 8,4 ans en 2017 d'après le Rapport sur le développement humain du PNUD (cf. document n°9). La progression a été plus rapide dans le cadre des pays en développement. On peut constater le processus de rattrapage à travers, par exemple, le taux de scolarisation net en primaire<sup>3</sup>. Depuis les années 1990, le nombre d'élèves en âge d'être officiellement scolarisés au niveau primaire a très fortement augmenté dans les pays à bas revenu, dont ceux de l'Afrique subsaharienne (cf. Document n°8).

---

<sup>3</sup> Le taux brut de scolarisation primaire (TBS) rapporte les effectifs du primaire, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population ayant le droit et l'âge légal de fréquenter le primaire alors que le taux net scolarisation primaire (TNS) rapporte les effectifs du groupe d'âge officiel au niveau primaire (par exemple les 6-10 ans) exprimé en pourcentage de la population dans cette classe d'âge.

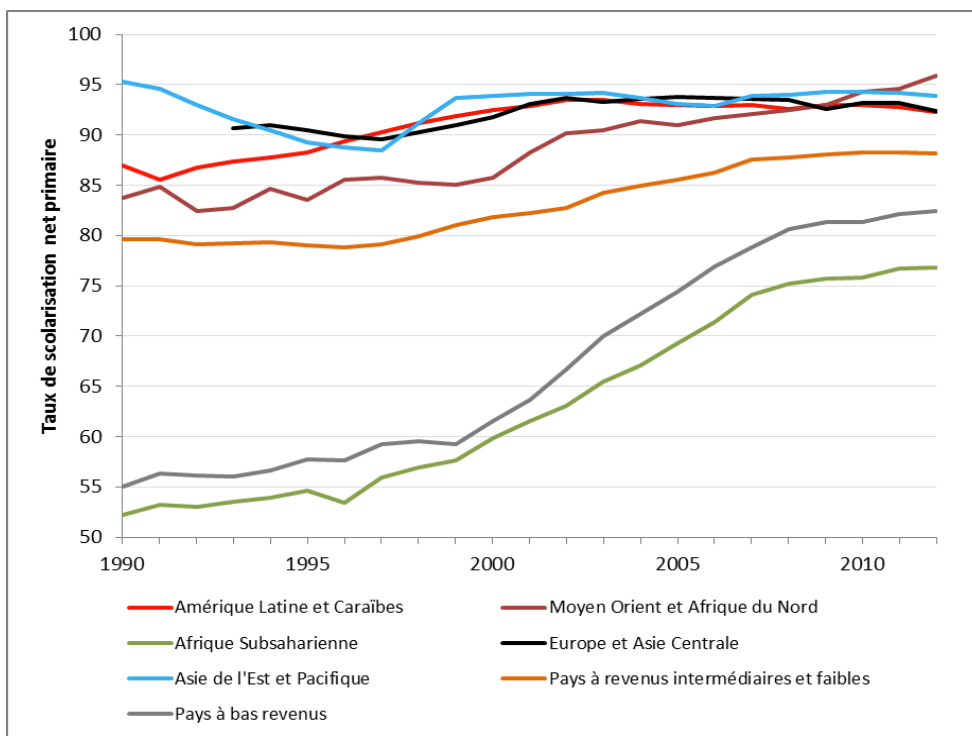
**La réduction des écarts de développement humain entre les PED et les pays développés demeurent fragile.** D'une part, on assiste à un ralentissement des progrès de l'espérance de vie en raison de la persistance de la malnutrition (1 milliard de personnes), des conflits, de l'épidémie du Sida ou de l'introduction de soins payants. D'autre part, dans le domaine de l'éducation, l'aide au développement consacrée à l'éducation diminue depuis 2010.

**Document n°7. Espérance de vie à la naissance dans le monde  
(Par grande région, en années)**

	1950 - 1955	1960 - 1965	1970 - 1975	1980 - 1985	1990 - 1995	2000 - 2005	2010 - 2015	Évolution 1950-2015
Europe	63,7	69,2	70,6	71,6	72,7	73,8	77,2	13,5
- Europe de l'Ouest	67,7	70,5	71,8	74,2	76,5	78,9	81,1	13,3
- Europe de l'Est	60,4	68,4	69,2	68,7	68,3	67,9	72,2	11,9
- Europe du Nord	68,9	71,2	72,4	74,0	75,7	77,9	80,5	11,7
- Europe du Sud	63,8	68,2	71,3	74,1	76,2	78,8	81,1	17,3
Amérique du Nord	68,7	70,2	71,6	74,5	75,9	77,4	79,2	10,4
Amérique latine et Caraïbes	51,3	56,8	61,2	64,9	68,4	72,1	74,7	23,4
Asie	42,3	46,5	56,5	61,6	65,2	68,7	71,8	29,5
- Asie de l'Est	45,6	47,0	62,9	68,7	70,8	74,2	76,8	31,2
- Asie du Sud-Est	46,5	52,8	56,7	62,0	65,7	68,1	70,5	24,0
- Asie centrale et du Sud	37,5	43,9	49,8	55,2	59,9	64,1	68,0	30,5
- Asie de l'Ouest	43,8	50,1	57,0	62,6	67,3	70,9	72,8	29,0
Océanie	61,6	64,4	66,9	70,4	73,0	75,7	77,9	16,4
Afrique	37,5	42,3	46,5	50,5	51,7	53,7	60,2	22,8
- Afrique du Nord	42,3	48,6	53,2	59,8	64,6	67,9	71,1	28,8
- Afrique australe	47,8	52,4	56,1	58,2	61,9	53,2	59,3	11,5
- Afrique centrale	36,9	40,0	44,0	47,1	48,5	50,8	57,4	20,5
- Afrique de l'Ouest	33,6	37,6	41,8	46,7	48,1	49,3	54,7	21,2
Pays développés	64,8	69,5	71,1	72,9	74,2	75,6	78,4	13,6
Pays moins développés	41,7	46,2	54,9	59,5	62,5	65,5	69,1	27,4
<b>Monde</b>	<b>47,0</b>	<b>51,2</b>	<b>58,1</b>	<b>62,1</b>	<b>64,6</b>	<b>67,2</b>	<b>70,8</b>	<b>23,8</b>

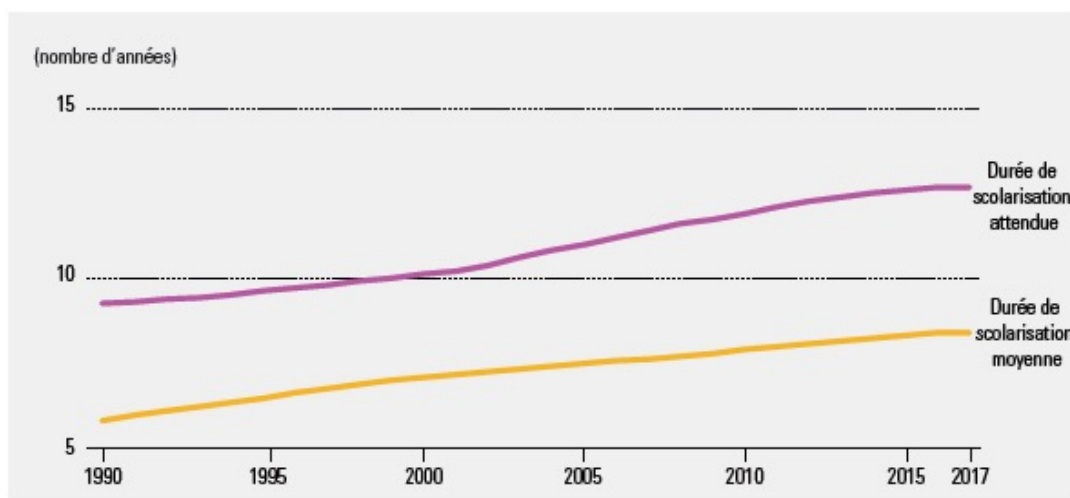
Source : <http://inegalites.fr/spip.php?article1423>

**Document n°8. Evolution du taux de scolarisation en primaire depuis 1990 dans le monde**



Source : <http://www.bsi-economics.org/460-acces-qualite-education-pays-developpement>

**Document n°9. Evolution de la durée attendue de scolarisation et de la durée moyenne de scolarisation dans le monde entre 1990 et 2017**



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain.

Source : PNUD, *Indices et indicateur de développement humain*, 2018.

## B. Les inégalités de développement au sein des pays industrialisés

### 1. Le XIX<sup>ème</sup> siècle se traduit par une forte progression des inégalités économiques

La révolution industrielle, qui permet le décollage économique des pays d'Europe de l'Ouest et des États-Unis, débute à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle au Royaume-Uni et au début du XIX<sup>ème</sup> siècle en France. Ces deux pays connaissent alors des niveaux d'inégalités extrêmes. D'après Thomas Piketty dans *Capitalisme et idéologie* (2019), la part du revenu total perçu par les 10 % des Français les plus riches passe de 48 % en 1800 à 52 % en 1910, celle des 1 % les plus riches passant sur la même période de 19 à 23 %. Il en va de même en France pour la concentration du patrimoine privé.

La part du patrimoine privé détenue par les 1 % des Français les plus riches passe ainsi de 44 % en 1800 à 55 % en 1910. À l'inverse, les 90 % des Français les moins bien dotés en patrimoine se partagent seulement 12 % du patrimoine privé total en 1910. Ainsi, la « Belle Époque » (1880- 1914) ne l'était pas pour tout le monde puisqu'elle correspond à l'acmé historique des inégalités en France. Alors que la ville de Paris comptait 500 000 rentiers à la veille de la Première Guerre mondiale, les conditions et niveaux de vie des prolétaires, classe émergente.

Le très haut niveau des inégalités de revenus et de patrimoine, et leur stabilité, voire leur aggravation au cours du long XIX<sup>ème</sup> siècle (1789-1914), s'explique principalement par l'accumulation et la concentration du patrimoine et des revenus qu'il procure. La faible croissance de l'activité économique (environ 1 % par an) s'accompagne de faibles augmentations des revenus du travail tandis que le rendement du capital est stable et proche de 4 % durant la totalité du siècle. Or, en France comme au Royaume-Uni par exemple, l'accumulation patrimoniale privée est très concentrée. La valeur du patrimoine privé en France comme au Royaume-Uni atteint environ sept fois le revenu national en 1910, et quatre fois et demie aux États-Unis selon Thomas Piketty (*Le Capital au XXI<sup>ème</sup> siècle*, 2013) contre environ trois fois en France en 1950 et cinq fois en 2010. Ainsi, la quantité globale de capital, combinée à son extrême concentration au sein des percentiles les plus élevés, et à un rendement du capital bien plus élevé que la croissance, permet de générer des revenus du capital très élevés et très concentrés au sein des classes supérieures. Cela permet l'existence d'une classe oisive, de rentiers, qui peuvent consommer une partie de leurs rentes tout en continuant à faire croître leur patrimoine.

Ce mécanisme d'accumulation et de concentration patrimoniale, et la concentration des revenus qui en découle, n'est pas contrarié au XIX<sup>e</sup> siècle par la mise en place de politiques fiscales redistributives puisque l'héritage n'est presque pas imposé et que l'impôt sur le revenu est rejeté. Il est notamment rejeté jusqu'en juillet 1914 au sein du Sénat conservateur en France au nom de la remise en cause du droit de propriété qu'il représenterait (Thomas Piketty, 2019, op. cit.). Par ailleurs, les mesures de redistribution en nature, par les dépenses d'éducation, étaient encore balbutiantes à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Il s'agit donc d'une société aux hiérarchies très figées en raison de la présence de forces aggravant les inégalités non contrebalancées par des forces les réduisant.

### 2. La réduction progressive des inégalités au sein des pays du début du XX<sup>ème</sup> siècle jusqu'au début des années 1980

Après avoir atteint leur maximum au début du XX<sup>ème</sup> siècle au sein des pays nouvellement industrialisés, les inégalités ont par la suite diminué jusqu'au début des années 1980. Ce changement de tendance a été constaté pour la première fois par Simon Kuznets. Il a utilisé pour cela les premières estimations du PIB étasunien sur séries historiques, depuis les années 1910, et les données fiscales disponibles aux États-Unis depuis la création de l'impôt fédéral sur le revenu en 1913. Il montre ainsi dans *La part des hauts revenus dans le revenu et l'épargne* (1953) que les 10 % des Américains les plus riches, qui percevaient 45 à 50 % du revenu national dans les années 1910, en percevaient dix points de moins dans les années 1940.

Le diagnostic précoce effectué par Kuznets a été confirmé par la suite et s'applique également à l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest. Ainsi, d'après Piketty (2019, *op. cit.*), la part du décile supérieur (D9) dans le revenu total passe pour les pays européens industrialisés de 50 % environ en 1900 aux environs de 30 % en 1980, et même 25 % en Suède. Les 10 % des Suédois les plus riches disposaient ainsi de revenus équivalant en moyenne à cinq fois le revenu moyen des Suédois en 1900, contre seulement deux fois et demie en 1980. La diminution des inégalités a, à l'inverse, été moins forte aux États-Unis car la part du revenu total revenant au décile supérieur s'est stabilisée aux alentours de 35% entre 1950 et 1980.

Plusieurs explications à cette baisse des inégalités peuvent être données :

- La courbe de Kuznets : elle associe l'évolution des inégalités au niveau de développement économique. Kuznets nous dit que l'industrialisation, le développement économique, s'accompagne dans un premier temps d'un accroissement des inégalités. La société se polarise entre des campagnes et une classe laborieuse qui bénéficie peu des effets du développement économique en termes de gains de revenus réels, et une bourgeoisie capitaliste qui s'enrichit considérablement. Les inégalités atteignent finalement un pic avant de diminuer. Ainsi, si l'industrialisation et l'urbanisation provoquent dans un premier temps une hausse des inégalités, la poursuite de ces transformations structurelles permet finalement une certaine homogénéisation des revenus qui entraîne une réduction des inégalités. La part détenue par le quantile supérieur augmente puis diminue à partir d'un certain niveau d'industrialisation. Il s'agit d'un effet structurel induit par la mobilité intersectorielle. De même les revenus des urbains les plus pauvres finit par augmenter plus rapidement que la moyenne. Cela s'explique par les possibilités professionnelles offertes par la densité urbaine, ainsi que par le poids grandissant en démocratie des classes populaires urbaines qui obtiennent la mise en place de politiques redistributives visant à contrebalancer les effets inégalitaires des premiers temps de l'industrialisation et de l'urbanisation. D'une façon générale, les politiques économique (qui génère de l'inflation), fiscale (qui accentue l'imposition sur l'héritage notamment) et sociale ont accentué la tendance structurelle d'une réduction à terme des inégalités.
  
- L'origine exogène de la baisse des inégalités : d'après cette approche, la baisse des inégalités s'expliquerait par évènements extérieurs à l'activité économique (d'où

« exogène »). Les travaux de Thomas Piketty (2013, 2019) s'inscrivent dans cette logique. Pour lui, la forte déconcentration du patrimoine, à l'origine de la baisse générale des inégalités, proviendrait surtout des deux guerres mondiales. En effet, ces deux conflits ont induit :

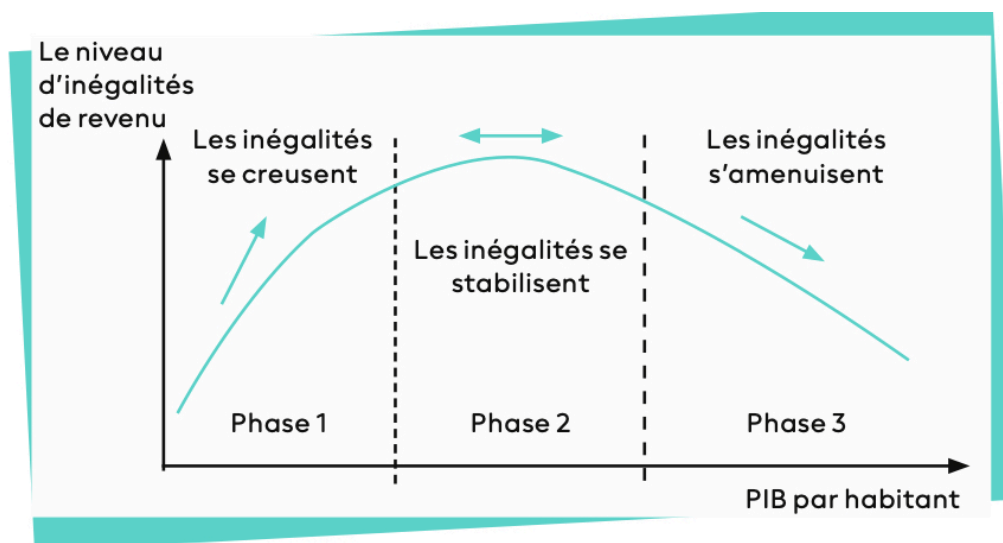
- Une destruction du capital : les bâtiments, les usines détruits par la guerre expliqueraient 30% des pertes patrimoniales observées entre 1914 et les années 1950.
  - L'inflation : elle dépasse en moyenne 13% par an entre 1914 et 1950 (on peut ajouter les deux chocs pétroliers des années 1970) et a réduit la valeur réelle du patrimoine.
  - La hausse du taux d'imposition sur le patrimoine : après la seconde guerre mondiale, l'imposition sur le patrimoine a fortement augmenté. En France par exemple, le gouvernement provisoire a décidé, le 4 juin 1945, la mise en place d'un impôt exceptionnel sur le patrimoine détenu, pouvant aller jusqu'à 20 % pour les plus hauts patrimoines. Ces prélèvements exceptionnels de l'immédiat après-guerre sont même montés jusqu'à 90 % au Japon.
  - Les nationalisations : les nationalisations de grandes industries décidées lors de la Libération ont également contribué à cette réduction de l'importance des inégalités patrimoniales en France.
- L'origine endogène de la baisse des inégalités : pour Branko Milanovic (2019), la guerre n'est pas un phénomène exogène comme l'affirme Piketty, mais elle s'explique par des forces proprement économiques. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale et la réduction des inégalités qui en a résulté est à l'origine du retournement de la première vague de Kuznets. Or, c'est le niveau extrême des inégalités qui a été l'élément déterminant dans le déclenchement de guerre. B. Milanovic (2016) reprend ainsi une explication marxiste de la Première Guerre mondiale, « *causée par la compétition impérialiste associée aux conditions économiques nationales* ». La concentration du revenu et du capital au sein d'une petite élite économique rend insuffisante la demande et déclenche le besoin de trouver en dehors de l'espace national de nouvelles utilisations pour le surplus d'épargne des capitalistes. Le combat s'est alors d'abord porté sur les colonies pour sécuriser un débouché exclusif pour les capitalistes nationaux en quête d'investissements rentables. C'est ainsi l'inégale distribution des revenus (et donc du pouvoir d'achat) qui entraîne un surplus d'épargne qui rend nécessaire la conquête, au sens propre, de nouveaux marchés réservés : les colonies. Les guerres impérialistes se sont ensuite déplacées sur le territoire européen pour la conquête de nouveaux territoires, synonymes de nouvelles opportunités pour les capitalistes. C'est donc le niveau insoutenable des inégalités qui a déclenché le retournement du premier cycle de Kuznets.

### 3. Une remontée des inégalités depuis les années 1980

La remontée des inégalités depuis les années 1980 est une tendance générale au sein des pays industrialisés. Cette hausse des inégalités à l'intérieur des pays concerne tout aussi bien les revenus du travail et du capital que la possession patrimoniale.



## Document n°10. La courbe de Kuznets



Source : C. Viscogliosi, N.Olivier « Apprendre l'économie », 2022

- La hausse des inégalités de revenus

D'après le World Inequality Database, c'est dans le monde anglo-saxon, et singulièrement aux États-Unis, que l'accroissement des inégalités est le plus marqué. Les classes populaires américaines, définies comme la moitié des Américains les plus modestes, n'ont connu presque aucun gain de pouvoir d'achat entre le début des années 1980. La part du revenu total aux États-Unis revenant aux classes populaires américaines est ainsi passée de 20 % en 1980 à environ 13% en 2021, tandis que la part du centile supérieur passe, sur la même période, de 11 à 19 % du total des revenus.

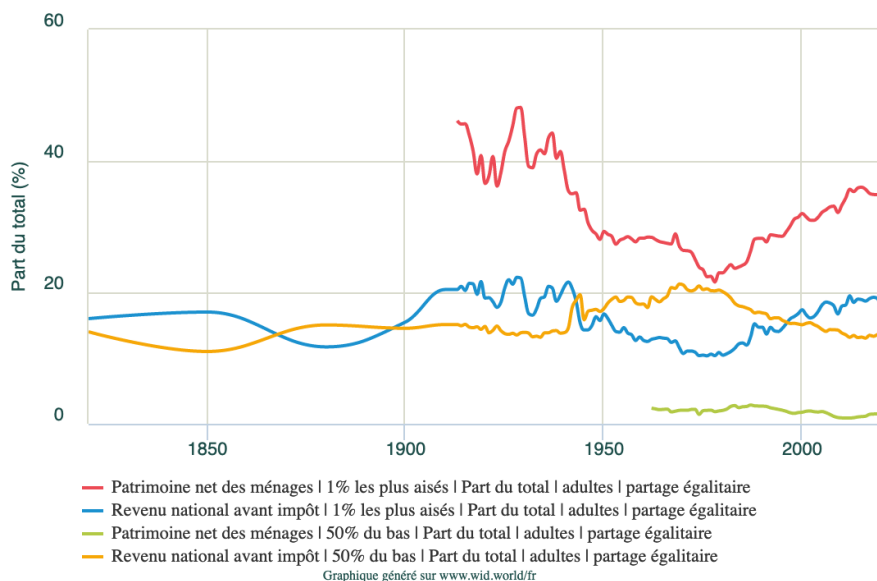
La remontée des inégalités s'observe également en Europe occidentale, mais elle est beaucoup moins forte qu'aux États-Unis. La part du total des revenus en Europe occidentale perçue par la moitié des Européens les plus pauvres est passée de 21,4% en 1980 à 19,6% dans les années 2021 tandis que le centile supérieur voyait sa part dans le total des revenus augmenter, passant de 8,5% à 11,5%.

- La hausse des inégalités patrimoniales

La concentration de la propriété au sein des ménages les plus riches s'est particulièrement accrue aux États-Unis et participe des inégalités de revenus car les revenus du patrimoine sont encore plus concentrés que la propriété elle-même (notamment parce que le rendement du patrimoine, c'est-à-dire le rapport entre les flux de revenus et le stock de patrimoine, augmente avec la taille du patrimoine). Alors que le centile supérieur des Américains détenait 23% du patrimoine en 1980, il en détient environ 35% en 2021. Sur la même période, la moitié des américains les plus modestes possédait 2% du capital en 1980 contre 1,5% en 2021. Autrement dit, les membres du centile supérieur disposent en moyenne d'un patrimoine 35 fois plus élevé que le patrimoine moyen des 50% des américains les moins riches en 2015.

On observe une fois de plus des tendances similaires, bien qu'atténuées une nouvelle fois, au sein des pays européens. À titre d'exemple, en France en 1980, les 1 % les plus riches en France possédaient 17,3% des propriétés privées contre 26,8% en 2021 contre

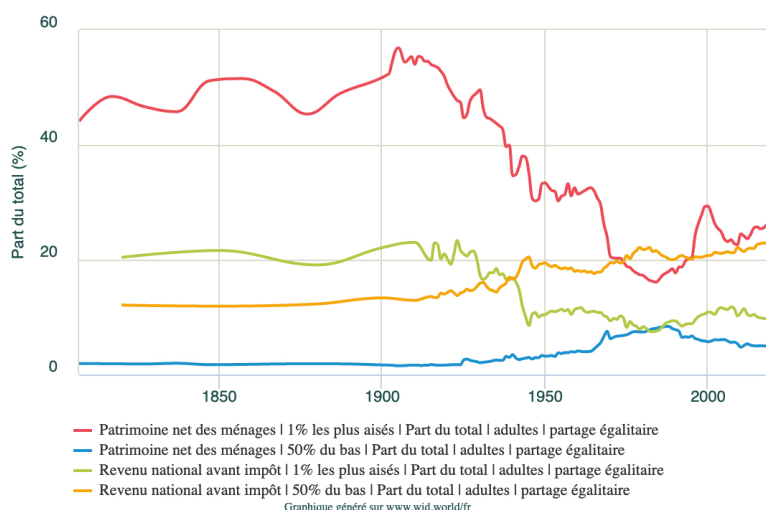
## Document n°11. Inégalités de revenu et de capital, États-Unis, 1820-2021



Source : World inequalities database

respectivement 7,4% et 4,9% pour les 50% des français les moins riches. Autrement dit, les membres du centile supérieur disposaient en moyenne d'un patrimoine 2,33 fois plus élevé que les 50% des français les moins riches en 1980 et 5,5 fois plus élevé en 2021.

## Document n°12. Inégalités de revenu et de capital, France, 1807-2021



Source : World inequalities database

Plusieurs explications peuvent être avancées également pour comprendre cette situation :

- Parmi les approches exogènes, on peut faire référence aux travaux de T. Piketty (2019) : selon Piketty le taux marginal supérieur applicable aux revenus les plus élevés est passé, aux États-Unis, entre la période 1950-1990 et la période

1990-2020, de 72 à 35 % en moyenne. De même, sur les mêmes périodes, le taux marginal supérieur est passé en moyenne au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, de 68 à 49 %. Cette baisse de la progressivité fiscale s'explique notamment par un facteur strictement politique, le renouveau de « l'idéologie propriétaire » dans le sillage de la révolution néoconservatrice. La diminution de la progressivité fiscale, en particulier sur le patrimoine et ses revenus, a entraîné une nouvelle hausse des rendements et de la concentration du capital tandis que la croissance économique réelle, corrélée à celle des revenus du travail, ralentit depuis le milieu des années 1970.

- B. Milanovic (2019) reprend ainsi des facteurs explicatifs similaires à ceux avancés par S. Kuznets pour expliquer la montée des inégalités qui a accompagné les premiers temps de l'industrialisation (le progrès technique et les réallocations intersectorielles du travail qui en découlent, la mondialisation et les politiques socio-fiscales). Ainsi, Milanovic dissocie trois facteurs interdépendants qu'il désigne par un acronyme TOP : il s'agit de la technologie (T), de l'ouverture (O) et du politique (P) :
  - o Le changement technologique renvoie depuis les années 1980 à deux phénomènes : la tertiarisation et le progrès technique. D'une part, la tertiarisation contribue à une hausse des inégalités salariales. Le secteur des services est structurellement plus hétérogène en termes de qualifications et de professions que le secteur industriel, ce qui se traduit par des inégalités salariales plus importantes. L'évolution technologique polarise le marché du travail entre, d'un côté, les travailleurs qui effectuent des tâches non routinières (souvent plutôt qualifiés) et qui bénéficient d'une prime salariale et, de l'autre, ceux qui effectuent des tâches routinières, dont l'emploi est menacé par l'automatisation (souvent peu qualifiés).
  - o L'ouverture renvoie à la mondialisation dont l'effet sur la hausse des inégalités de revenus repose sur deux canaux. D'une part, l'ouverture commerciale a permis aux pays développés d'importer des machines à bas coûts en provenance des PED. Les pays développés ont alors pu remplacer progressivement la main-d'œuvre qui assurait des tâches routinières par ces machines. D'autre part, l'offre de travail à l'échelle internationale a augmenté depuis les années 1980 grâce à la croissance démographique, l'ouverture commerciale de la Chine et des anciens pays du bloc communiste. Or, cette hausse de l'offre de travail a affaibli le pouvoir de négociation des travailleurs au profit des capitalistes qui ont pu augmenter leurs revenus.
  - o La Politique renvoie aux politiques économiques et plus spécifiquement pour Milanovic aux politiques redistributives. Depuis les années 1980, la tendance globale à la baisse des taux d'impositions marginaux sur les hauts revenus et la baisse de l'imposition sur le capital ont fortement contribué à la hausse des inégalités de revenus et de patrimoine.

## C. Les inégalités au sein des pays en développement

### 1. Les inégalités internes sont plus fortes dans les PED que dans les pays riches

En comparant l'IDH à l'IDHI, il est possible de mesurer l'influence des inégalités internes sur l'IDH qu'il s'agisse des inégalités de revenus, de santé ou d'éducation. Il ressort alors que **les inégalités internes sont nettement plus fortes dans les PED que dans les pays riches**. En effet, en 2021, les inégalités étaient responsables d'une baisse de 12,3% de l'IDH dans les pays à développement humain très élevé. L'IDH valait 0,896 et l'IDHI 0,805. Ainsi,  $(0,805 - 0,896)/0,896 \times 100 = 10,2$ . Dans les pays à développement humain faible, les inégalités entraînent une baisse de l'IDH de 30,7% en 2021 puisque l'IDH valait 0,518 et l'IDHI 0,359.

**Par régions, c'est en Afrique subsaharienne que les inégalités ont le plus d'effet sur le développement humain.** Elles sont responsables d'une baisse de 30% de l'IDH. En Amérique Latine, les pertes sont de 20,3%. L'IDHI a également tendance à être plus faible dans les zones rurales : au Burkina Faso, en Ethiopie ou au Sénégal, l'IDHI est de 33 à 40% plus faible dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

Socialement, de fortes inégalités demeurent entre les ménages les plus éduqués et ceux n'ayant pas été scolarisés en Amérique latine ou en Afrique subsaharienne. Il demeure également de fortes différences selon les groupes ethniques selon les pays

### 2. Les inégalités de santé, d'éducation et de genre demeurent importantes dans les PED

**Les inégalités ne concernent pas que le revenu, mais également la santé ou l'éducation.** Or, dans ces deux domaines, les pays en développement se caractérisent par de grandes disparités, même si au niveau mondial les écarts de développement humain se réduisent entre les PED et les pays développés :

- **Les inégalités face à la santé restent très fortes** dans les PED. L'accès aux progrès médicaux profite surtout aux populations les plus favorisées et la malnutrition des plus démunis entraîne morbidité, hypotrophie physique...Il y a alors une surmortalité des plus pauvres. C'est le cas en Asie de l'Est et dans le Pacifique où la mortalité infantile est de 63 ‰ dans les familles les plus pauvres et de 25 ‰ dans les familles appartenant quintile supérieur ;
- **L'accès à l'éducation est également très variable.** La durée de la scolarisation est plus courte pour les enfants les plus pauvres, surtout lorsqu'ils évoluent dans des milieux ruraux et/ou lorsque l'école est payante ;

Ajoutons que les inégalités de revenu, d'éducation et de santé s'auto-entretiennent. Par exemple, une durée de scolarisation très courte ne permet pas d'acquérir la qualification suffisante pour exercer un métier qualifié ; les conditions de travail d'un emploi peu qualifié sont souvent très éprouvantes et le salaire peu élevé, d'où il résulte une santé et un niveau de revenu précaires.

**Les inégalités de genre dans les pays en développement restent plutôt élevées.** On peut se référer à l'indice d'inégalité de genre d'après le [Rapport sur le développement humain 2021/2022](#) du PNUD. En 2021, il était de 0,155 pour les pays à développement humain très élevé contre 0,577 dans les pays à développement humain faible. Si on prend les extrêmes, il était de 0,018 en Suisse en 2021 contre 0,652 au Tchad. Rappelons que

l'IIG prend en compte la santé reproductive, l'autonomisation et le statut économique des femmes. Il est possible d'illustrer les inégalités de genre dans les PED par :

- Le taux d'activité des femmes à l'échelle mondiale est de 46,2% en 2021 (contre 71,7% pour les hommes), mais de seulement 19,3% dans les pays arabes (contre 69,5% pour les hommes). Les emplois auxquels elles accèdent sont souvent plus instables, moins bien rémunérés ;
- La surmortalité maternelle : en 2017, le taux de mortalité maternelle (nombre de décès maternels divisé par le nombre de naissances vivantes pour 100 000 naissances) demeure bien plus élevé dans les pays à développement humain faible (499) que dans ceux à développement humain très élevé (15). Cette surmortalité est liée à l'éducation, à l'alimentation et à l'absence de services de santé efficace.
- L'éducation : dans les milieux ruraux, les garçons ont tendance à achever davantage leurs études que les filles en raison, notamment d'une maternité plus précoce. En 2021, la durée d'études attendue était de 10 ans pour les garçons dans les pays à développement humain faible contre 9 ans pour les filles.

## QUESTION N°3. COMMENT EXPLIQUER CES INEGALITES DE DEVELOPPEMENT ?

---

### A. Le sous-développement correspond-t-il à un retard de développement ?

Dans une approche libérale, le sous-développement est perçu comme un retard de développement vis-à-vis des pays développés. Ce retard peut être rattrapé à condition de mettre en œuvre les politiques imitant celles adoptées par les pays développés.

#### 1. L'approche libérale met en évidence un retard de développement

**Walt Whitman Rostow** est sans doute l'économiste le plus représentatif de ce courant de pensée. Dans « Les étapes de la croissance » (1960), il résume parfaitement l'approche libérale : « *le pays le plus développé industriellement ne fait que révéler aux économies les moins développées l'image de leur propre futur* ». Tous les pays en développement devraient suivre les mêmes étapes de la croissance que les pays industrialisés. Ainsi, il y aurait cinq étapes en tout.

- La première étape est celle des **sociétés traditionnelles**. Dans ces sociétés, l'homme est incapable d'utiliser le milieu physique pour améliorer sa condition économique. L'organisation sociale de base est clanique ou familiale ;
- La deuxième étape permet aux sociétés traditionnelles de poser **les conditions préalables au démarrage**. Des progrès scientifiques concernent aussi bien l'agriculture que l'industrie. Les transformations dans le domaine agricole sont décisives : elles permettent de nourrir une population croissante, de financer les importations de biens d'équipement, de dynamiser la demande de produits industriels, de constituer des recettes fiscales permettant aux gouvernements de financer les infrastructures nécessaires au développement (voies ferrées, routes...), d'accroître l'offre de capitaux. De nouvelles élites promeuvent la modernisation. Sur le plan politique, un Etat national centralisé émerge à travers des coalitions teintées d'un nationalisme nouveau désireuses de réagir contre la domination des nations les plus avancées ;
- La troisième phase est celle du **démarrage** (« take-off »). Elle fait entrer les sociétés dans une phase de croissance irréversible. Cette troisième étape se caractérise par la conjonction de trois facteurs. D'une part, le taux d'investissement et le taux d'épargne passent de 5% à 10% du revenu national de manière à faire face au croît démographique. D'autre part, des industries de transformation se développent et les profits sont réinvestis. Enfin, un nouveau cadre institutionnel impulse et entretiens la croissance. La période est courte (une à deux décennies) et est la conséquence d'un événement fort : une révolution politique, l'adoption d'une technique nouvelle, l'ouverture des marchés... ;
- La quatrième étape est celle de la « **marche vers la maturité** ». Les taux d'investissement s'accroissent (10 à 20% du revenu national) de sorte que la croissance production peut augmenter durablement et plus fortement que celle de la population. L'industrie poursuit sa croissance et se diversifie. Des produits jusqu'alors importés sont produits sur place puis exportés ;
- La dernière étape est « **l'ère de la consommation de masse** ». Les secteurs de

biens de consommation durables (automobile, services...) sont les secteurs moteurs. Les besoins fondamentaux de la population sont satisfaits.

**Les pays en développement n'auraient pas atteint la dernière étape à la différence des pays développés.** Dans ces conditions, ils doivent adopter les politiques mises en œuvre par ces derniers pour entrer dans « l'ère de la consommation de masse ». C'est en ce sens qu'à partir des années 1980, les institutions internationales siégeant à Washington, principalement la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, soutenu par le département du Trésor américain, ont proposé aux pays en développement d'appliquer des mesures d'obédience libérale : libéralisation du commerce extérieur, déréglementation des marchés, discipline budgétaire, privatisation des monopoles... Ces institutions internationales et les recommandations composent ce qu'on appelle le « **consensus de Washington** ».

## 2. Une approche à nuancer

**L'approche libérale mérite d'être relativisée à plusieurs titres.** En premier lieu, **le caractère universel et linéaire de la trajectoire de développement des pays industrialisés décrite par Rostow a été remise en cause par Alexander Gerschenkron** dans « Economic Backwardness in Historical Perspective » (1962). Gerschenkron montre que le développement des pays à industrialisation tardive (Allemagne, Etats-Unis, Japon, Russie) a dévié du modèle d'industrialisation britannique au XIX<sup>ème</sup> siècle. Les pays à industrialisation tardive ont pu rattraper leur retard en mettant en œuvre des stratégies spécifiques qui étaient d'autant plus éloignées du modèle britannique que le retard était grand. Gerschenkron souligne notamment le rôle d'une intervention publique, l'importation des techniques les plus modernes, l'existence de groupes dynamiques qui souhaitent relever le défi de la modernité, le rôle des banques d'investissement pour financer les immobilisations de plus en plus lourdes.

D'autre part, **les pays en développement ne peuvent suivre les mêmes « étapes de la croissance » que les pays développés** qui ont connu la révolution industrielle au XIX<sup>ème</sup> siècle puisque ce ne sont pas les mêmes conditions. Cet argument est défendu par Paul Bairoch dans « Le Tiers Monde dans l'impasse » (1971). Il met en évidence trois éléments spécifiques au développement des pays du Tiers Monde :

- Les conditions géographiques n'ont pas permis la diffusion des techniques : même si l'écart des niveaux de développement entre les pays occidentaux et les pays du Tiers Monde étaient encore faible au XIX<sup>ème</sup> siècle, les difficultés de communication, la densité du peuplement et surtout les différences climatiques ont entravé les révolutions agricoles et industrielles contrairement aux pays développés ;
- La domination coloniale : les pays en développement ont subi la colonisation contrairement aux pays industrialisés. Ce fut le cas entre le XVI<sup>ème</sup> siècle en Amérique Latine, aux XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles pour l'Asie et l'Afrique. La colonisation a pris des formes différentes selon les époques et les régions, mais elle s'est traduite toutefois par un point commun aux pays colonisés : l'exploitation de leurs ressources productives (agricoles, minérales, main d'œuvre) au profit des pays colonisateurs. La colonisation a provoqué le démantèlement des structures productives locales, notamment dans l'industrie, dans les pays où cette activité commençait à se développer. Bairoch montre comment les échanges commerciaux

imposés par la Grande-Bretagne conduisent l'Inde, traditionnellement exportatrice de cotonnades, à devenir importatrice, n'exportant plus que des matières premières ;

- Le Tiers Monde a été mis à l'écart de la révolution industrielle dans les pays occidentaux. Il n'a notamment pas été un débouché important d'un point de vue commercial.

## B. Les structures des PED représentent-elles un obstacle à leur développement ?

Le processus de développement peut être entravé par différents obstacles de nature économique, politique ou culturelle propres aux pays en développement.

### 1. Le dualisme de l'économie : frein ou facteur de développement ?

Un premier débat porte sur l'impact du dualisme du système économique des PED sur leur développement. Le dualisme correspond à une situation où dans un pays coexistent un secteur moderne, qui regroupe des unités de production à forte intensité capitaliste dont l'activité est liée aux échanges commerciaux et financiers avec l'étranger, et un secteur traditionnel au sein duquel des unités de production à forte intensité de main d'œuvre centrent leurs activités productives sur la satisfaction des besoins fondamentaux de la population des zones rurales. **Le débat sur le dualisme oppose des approches hétérodoxes qui considèrent le dualisme comme une entrave au développement économique des PED aux approches libérales qui voient ce dualisme une opportunité de croissance.**

Parmi les auteurs pour lesquels le dualisme constitue une entrave au développement, il y a notamment **François Perroux**. Dans un article de 1955, « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement », in *Cahiers de l'ISEA*, Série F, n°1, il estime que les pays sous-développés sont des « **économies inarticulées** », c'est-à-dire que l'essor du secteur moderne, lié aux échanges commerciaux et financiers avec l'étranger, n'a pas ou très peu d'effets d'entraînement sur le développement du secteur traditionnel. Par exemple, dans le domaine agricole, le secteur moderne se caractérise par des cultures d'exportation généralement modernes et productives alors que le secteur traditionnel se caractérise par des cultures vivrières qui ont recouru à des techniques rudimentaires. L'essor du secteur moderne dans les pays dominés est induit par les échanges avec les pays dominants grâce aux échanges commerciaux ou financiers ; mais le secteur traditionnel reste à l'écart de ce développement dans la mesure où il ne répond pas aux besoins des pays avancés. Dans les économies inarticulées (ou « désarticulées », le niveau d'inégalités économiques est très prononcé. La plus grande pauvreté y côtoie la plus grande richesse. La présence de bidonvilles, l'importance de l'analphabétisme symbolisent cette grande pauvreté.

Pour Perroux, le dualisme entre le secteur moderne et le secteur traditionnel est à relier à la situation de domination des pays en développement. C'est parce que, d'un côté, dans les pays dominés, le développement du secteur moderne est induit par les échanges commerciaux et financiers avec les pays dominants et parce que, d'un autre côté, le secteur traditionnel est mis à l'écart que l'économie est inarticulée. **L'effet des pays dominants sur le dualisme des pays dominés est donc de nature involontaire, mais pour d'autres auteurs, notamment d'inspiration marxiste, le dualisme apparaît comme la conséquence d'une domination intentionnelle et non involontaire des pays dominants.**



C'est le cas d'**André Gunder Frank** dans l'ouvrage publié en 1967, « Capitalism and underdevelopment in Latin America ». Pour lui, le capitalisme est structuré, dès sa naissance, en centres métropolitains et en satellites périphériques, à l'échelle mondiale, mais aussi continentale, régionale, nationale et locale, dans une imbrication en chaîne de rapports de dépendance qu'il compare à une constellation. Le sous-développement s'inscrit dans cette structure hiérarchique. Il est produit et entretenu par le capitalisme. Aucun secteur, même le plus isolé, d'aucun pays au monde, n'échappe à cette intégration dans le capitalisme mondial. **Cette intégration au capitalisme mondial crée une relation d'exploitation entre « métropoles » et « satellites »** dans lesquelles chaque métropole s'approprié tout ou partie du surplus économique créé dans les satellites placés sous son contrôle ; les différents satellites agissaient eux-mêmes comme des métropoles locales par rapport à des satellites se situant en-dessous d'eux dans la hiérarchie. La croissance capitaliste engendre ainsi simultanément développement et sous-développement qui sont les deux faces de la même médaille. Le capitalisme a ainsi pénétré les pays d'Amérique du Sud en même temps que les conquérants ibériques, dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Ces pays n'ont jamais connu le féodalisme. Leur sous-développement est le produit de la structure coloniale du développement capitaliste mondial. Les bourgeoisies nationales des pays d'Amérique latine, complices de cette domination extérieure, ne peuvent sortir les Etats d'un sous-développement, qui n'est pas uniquement un phénomène imposé de l'extérieur, mais qui est intégré dans ces sociétés de classes. Dès lors, seule une profonde transformation sociale, une révolution socialiste, pourrait réussir à mettre fin au sous-développement. Pendant un temps, Gunder Frank a ainsi mis beaucoup d'espoir dans la révolution cubaine. Selon Frank, c'est donc l'intégration dans le système capitaliste mondial et la confiscation des surplus économiques qui conduit au développement de certaines zones (« pour la minorité ») et au sous-développement dans d'autres (« pour le plus grand nombre »). Il conclue qu'il ne peut exister d'alternative au « développement du sous-développement » pour les satellites au sein du système capitaliste et que la seule solution politique était une révolution socialiste qu'il considérait comme nécessaire et possible immédiatement.

A l'opposé de ces approches, on trouve **des auteurs pour qui le dualisme apparaît comme une source de développement économique**. C'est le cas par exemple d'**Arthur Lewis** (prix nobel en 1979) dans un article publié en 1954 « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour » in *The Manchester School* . Sa démonstration repose sur deux **hypothèses** :

- l'économie est dualiste avec un secteur moderne et un secteur de subsistance où la main d'œuvre abonde, est peu coûteuse et forme une réserve de main d'œuvre pour le secteur moderne ;
- l'investissement est financé par les profits des industriels car l'épargne des travailleurs est trop faible du fait de leurs bas revenus et celle des classes moyennes est principalement consacrée au maintien de leur niveau de vie.

Dans ces conditions, la répartition des revenus doit favoriser les industriels, notamment sous l'impulsion de l'Etat, pour que l'investissement augmente. La hausse de l'investissement entraîne le développement du secteur moderne, qui crée des emplois et absorbe le surplus de main d'œuvre rurale. Progressivement, ce surplus de main d'œuvre

disparaît et les salaires augmentent. L'embauche a lieu tant que le niveau de salaire est inférieur ou égal à la productivité marginale. Comme les profits réalisés sont réinvestis par les industriels, la productivité marginale augmente et induit de nouvelles embauches jusqu'à ce que le salaire égale à nouveau cette productivité marginale. Le transfert progressif de la main d'œuvre du secteur de subsistance vers le secteur moderne met fin au dualisme. Le dualisme exerce donc un effet positif sur le développement économique puisque **le niveau de vie de l'ensemble de la population, dans le secteur moderne, puis dans le secteur de subsistance, croît.**

Le modèle de Lewis a fait l'objet de **plusieurs critiques** qui remettent en cause ses conclusions :

- Le transfert et la diminution de la main d'œuvre du secteur de subsistance vers le secteur moderne peut entraîner une baisse de la production agricole ; dans quelles conditions, comment nourrir la main d'œuvre du secteur moderne ?
- Il apparaît difficile de répondre de la demande croissante de main d'œuvre du secteur moderne car les travailleurs du secteur de subsistance sont en moyenne moins qualifiés que ceux du secteur moderne ;
- Il n'est pas dit que la hausse de la demande profite aux producteurs du secteur moderne car elle peut se traduire par une hausse des importations ;
- Les profits peuvent également ne pas profiter aux investissements du secteur moderne s'ils concernent des investissements à l'étranger.

## 2. Des obstacles politiques et culturels ?

Dans son ouvrage « Development as Freedom » publié en 1999, Amartya Sen souligne **l'importance de la liberté politique comme facteur de développement économique** : « *le développement peut être considéré comme le processus par lequel les libertés réelles des personnes s'accroissent* ». Pour Sen, la liberté doit être entendue de manière concrète comme la possibilité d'intervenir dans le débat politique et de l'influencer et non pas de manière abstraite comme c'est le cas dans la pensée libérale. Ainsi définie, la liberté est nécessaire au développement économique pour deux raisons : d'une part, elle est l'état social le plus efficace pour permettre à chacun de contribuer lui-même à la poursuite de son épanouissement ; d'autre part, la liberté apparaît comme le critère le plus global pour évaluer le bien-fondé de toute action. Pour illustrer le lien entre liberté et développement, Sen fait remarquer qu'aucune démocratie n'a connu de famine. Pour cause, la liberté d'information se propage si rapidement dans une démocratie qu'aucun gouvernant ne peut accepter qu'une crise alimentaire ne se déroule sans intervenir. A l'inverse, la corruption, l'incompétence, le clientélisme, le non respect des droits de l'homme, l'instabilité politique, l'apathie des populations menacées par des mesures répressives, la priorité donnée aux dépenses militaires sont autant de facteurs qui maintiennent un pays dans le sous-développement.

Amartya Sen souligne toutefois que la frontière entre, d'un côté, liberté et développement et, d'un autre, dictature ou Etat corrompu et sous-développement, n'est pas aussi nette

qu'on pourrait le supposer. D'une part, l'Inde, qui est un régime démocratique, se caractérise par un niveau de pauvreté encore élevé. D'autre part, l'absence de démocratie n'a pas toujours été un frein au développement. Ce fut le cas en Corée du Sud. En 1961, un régime militaire a accédé au pouvoir suite à un coup d'Etat et pratiqué la répression (assassinats politiques...). Pour autant, le pays a connu un niveau de développement élevé. La transition vers la démocratie ne s'est faite qu'à la fin des années 1980.

Il y a donc d'**autres facteurs explicatifs du développement économique**. Celui-ci ne repose pas uniquement sur la liberté, mais également sur des éléments spécifiques à chaque pays. C'est ce que met en avant Jean-Pierre Olivier de Sardan dans un article « Le développement comme champ politique local », Bulletin de l'APAD, juin 1993 : « *les références aux "facteurs culturels" comme explication des "blocages" font de la "culture" une sorte d'essence naturalisée* » au risque de nier la complexité du processus de développement. Dès lors, si l'approche d'Amartya Sen a le mérite d'insister sur le rôle favorable qu'exerce la démocratie sur le développement économique, elle ne suffit pas à expliquer ce dernier en raison de **la complexité du processus** : « *rien n'est joué d'avance, on ne peut au départ prévoir l'issue d'un projet, aucun système explicatif préprogrammé ne peut rendre compte de la dérive d'une opération de développement, de son échec ou de sa réussite. Cette complexité de toute situation de développement, due à la multiplicité des acteurs concernés, à l'hétérogénéité des codes à l'aide desquels ils règlent et pensent leurs actions, à la grande variété des références et des ressources sociales, symboliques, culturelles, économiques dont ils disposent, tend à être masquée ou réduite par le biais des clichés idéologiques, des représentations stéréotypées et des incantations morales qui fleurissent dans le monde du développement* ».

Ainsi, **une analyse trop simpliste peut conduire à des erreurs de raisonnement économique**. C'est ce que souligne **Theodore Schultz** (Prix Nobel 1979) dans « Transforming Traditionnal Agriculture » (1984). Dans cet ouvrage, il s'en prend à la doctrine selon laquelle la productivité marginale du paysan, dans les pays à bas revenu, serait nulle. Cela signifie qu'on pourrait retirer dans ces pays des travailleurs de l'agriculture traditionnelle sans que la production ne baisse. Les agriculteurs seraient donc en surnombre. Schultz reproche à cette doctrine de « reposer sur une conception branlante (shaky) de la productivité du travail dans l'agriculture et qu'elle n'est en phase (consistant) avec aucune donnée pertinente ». Cette conception trouverait son origine dans une forme de sociocentrisme où les observateurs occidentaux, habitués à envisager des marges en dollars, ont tendance à ramener à zéro une marge d'un faible montant. Cette approche transparaît chez les tenants de l'histoire-progrès comme WW Rostow. Or, Schultz montre que l'allocation des facteurs de production est efficace dans les communautés paysannes des pays en développement à partir de deux exemples inspirés de différents travaux anthropologiques : une communauté située à Panajachel au Guatemala et une autre dans le village de Senapur en Inde. Dans la communauté de Panajachel, il note que « les gens font preuve d'une efficience remarquable dans l'allocation des facteurs dont ils disposent à la production courante...Il n'y a pas de chômage déguisé, pas de sous-emploi d'hommes, de femmes, d'enfants en âge de travailler et – pour les moindres d'entre eux – rien qui ne ressemble à un produit marginal nul ». Ces expériences ainsi que d'autres tests empiriques menés à petite ou grande échelle permettent à Schultz de conclure qu'il existe bien une rationalité paysanne. Les paysans maîtrisent les bases du calcul à la marge et effectuent des choix rationnels malgré les faibles ressources dont ils disposent. Le sous-développement de ces régions provient surtout des politiques publiques mises en œuvre. Les Etats font trop

souvent des efforts insuffisants pour former les agriculteurs aux techniques modernes, privilégient les citadins au détriment des campagnes.

## C. Le sous-développement s'expliquerait par la domination exercée par les pays développés

### 1. L'analyse structuraliste : la thèse Singer-Prebisch

**L'analyse structuraliste fait des relations inégales entre les pays développés, le centre, et les pays pauvres, la périphérie, la cause du sous-développement.** Elle a été notamment développée indépendamment par les économistes Raúl Prebisch et Hans Singer dans les années 1950. Leurs travaux sont connus sous le nom de ce qu'on appelle aujourd'hui **la thèse de Singer-Prebisch (TSP)**. Le contenu a été théorisé par Prebisch dans « Le Développement économique de l'Amérique latine et ses principaux problèmes » (1950). Elle énonce que le sous-développement provient de la division internationale du travail (DIT) qui confine les pays de la « périphérie » (= Les pays du Sud), dans l'exportation de produits primaires à destination des pays du « centre » (= les pays du Nord). En effet, à partir de données sur une longue période de temps, Singer et Prebisch constatent que les termes de l'échanges se sont dégradés pour les pays exportateurs de matières premières depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle au profit des pays exportateurs de produits manufacturés. Ce processus de dégradation des termes de l'échange est dû aux différences de spécialisation entre les "États du Nord", technologiques, et les "États du Sud", dont l'économie est basée sur l'exploitation des ressources primaires :

- Les États du nord fabriquent des produits manufacturés, dont la technicité et les prix s'accroissent,
- Les États du sud fournissent au nord des matières premières dont les prix baissent progressivement.

Pour les États du Sud non encore industrialisés les termes de l'échange se dégradent donc progressivement, ce qui correspond à une réduction du pouvoir d'achat national en matière de produits étrangers. En effet, pour une même quantité de matière première produite et vendue aux "États du Nord", ils ne peuvent acheter qu'une quantité de plus en plus réduite de produits manufacturés. En définitive, les différences de structures entre pays riches du centre et pays pauvres de la périphérie conduisent à une hausse des prix des produits des premiers et à une baisse des prix des seconds. Précisons que cette thèse a été portée par La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), dont Prebisch a été le directeur. Il s'agit d'une commission régionale de l'ONU fondée en 1948 par résolution du Conseil Économique et Social (alors nommée CEPAL, elle sera rebaptisée CEPALC en 1984).

**L'intérêt de la TSP est de montrer que l'insertion dans le commerce international n'est pas un jeu à somme positive pour les tous les pays, contrairement à que disent les théories traditionnelles du commerce international.** C'est notamment la situation difficile de l'Argentine força Prebisch à réexaminer le principe de l'avantage comparatif décrit par David Ricardo, marquant ainsi la création d'une nouvelle école économique qui émergera dans les années 1940. Très critique envers la DIT, Prebisch préconise de recourir à une stratégie de substitution aux importations. La thèse TSP présente toutefois **plusieurs limites** :

- **La nature de la domination du centre** : la TSP suppose que la domination du centre sur la périphérie est de nature volontaire. Sur ce point, cette position rejoint celle de Franck, à laquelle toutefois s'oppose celle de François Perroux (cf infra) ;
- **L'incertitude sur la détérioration des termes de l'échange** : s'appuyant sur des données statistiques de la Société des nations, Prebisch et Singer concluent qu'entre 1876-1880 et 1926-1938, la dégradation des termes de l'échange a été de 50% pour les pays du Tiers Monde. Les prix relatifs des produits primaires ayant diminué. Toutefois, pour Paul Bairoch, dans « Victoires et déboires » (1997, la détérioration des termes de l'échange avant 1940 constitue « le prototype des mythes entretenus sur la question du développement du Tiers Monde ». Il critique les fondements statistiques de la TSP. En outre, il souligne la difficulté à mesurer l'évolution des termes de l'échange. Par exemple, les machines des années 1930 sont plus performantes que celles des années 1900 alors que le cacao reste le cacao. Même s'il faut plus de cacao pour obtenir des machines en 1930 qu'en 1900, si la qualité des machines est supérieure, la dégradation de l'échange n'est peut-être qu'apparente. Bairoch concède toutefois que pour certains pays, on a assisté à une dégradation des termes de l'échange. Ce fut le cas en Amérique latine, exportatrice de sucre entre 1830-1910.

## 2. Les théories néomarxistes de la domination : de l' « échange inégal » au « développement inégal »

**Les théories marxistes sont proches des théories structuralistes puisqu'elles attribuent le sous-développement des pays pauvres à la domination volontaire des pays riches. Toutefois, elles s'en démarquent par le recours aux concepts élaborés par Marx. Elles s'appuient notamment sur l'existence d'un « échange inégal ».**

**Ce concept d' « échange inégal » a été développé par Arghiri Emmanuel** dans un ouvrage qui porte le même nom en 1969. **Emmanuel reprend la théorie de la valeur travail de Marx** pour forger ce concept. Rappelons que pour Marx, la valeur d'échange d'une marchandise est égale à la quantité de travail qui a été nécessaire pour la produire. Si deux marchandises produites à deux endroits différents du monde incorporent la même quantité de travail, elles doivent obligatoirement la même valeur. Autrement dit, l'heure de travail a la même valeur partout dans le monde si l'on suit cette hypothèse. Néanmoins, dans la réalité, on constate que l'heure de travail est moins rémunérée dans les pays du Sud par rapport aux pays du Nord sans que les différences de productivité ne justifient un tel écart. Ces différences de rémunération sont à l'origine d'un « échange inégal » puisque les exportations des pays développés à destination des pays en développement incorporent moins d'heures de travail que les importations en provenance de ces mêmes pays. Ainsi, des échanges s'opérant pour un même montant, en apparence équilibrés, masquent en fait des quantités de travail incorporées différentes. La quantité de travail incorporée dans les biens en provenance des pays du Sud est bien supérieure à celle des pays du Nord pour un même montant. Cet échange inégal entraîne un transfert de valeur et un surprofit qui concourt à la prospérité des pays du Nord, y compris celle des classes ouvrières. Une heure de travail d'ouvrier occidental permet d'acheter plusieurs heures de travail d'ouvrier du Sud. La classe ouvrière des pays du Nord, en consommant des produits achetés du Sud, profite de l'exploitation de son homologue des pays du Sud.

Dans un ouvrage publié en 1973, « L'échange inégal et la loi de la valeur », **Samir Amin reprend le concept d' « échange inégal » à Emmanuel avec pour objectif de le**

**dépasser et de proposer une stratégie de développement autocentré pour la périphérie.** Tout d'abord, pour Amin, « *l'échange inégal est avant tout à l'origine d'un développement inégal* ». En effet, les pays du centre ont intérêt à bloquer toute tentative de développement de la périphérie qui contribuerait à une hausse des salaires puisque le prix des produits importés serait plus élevé, ce qui réduirait le transfert de richesses et pénaliserait les profits. Ce transfert de richesses est indispensable aux pays du centre puisqu'il leur permet de compenser le coût du travail plus élevé du centre et de maintenir leurs profits moyens. La théorie du développement (de l'échange) inégal s'oppose à la théorie des avantages comparatifs de Ricardo dans la mesure où l'insertion dans le commerce international contribue au sous-développement de la périphérie. Amin propose alors une stratégie de « développement autocentrée », une « **déconnexion** » avec le centre pour que les pays de périphérie puissent se développer : « *il y a synonymie, pour le tiers monde, entre développement autocentré et développement national et populaire* ».